

La Lutte de Classes

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

MARS 1930

SOMMAIRE

- M. SHACHTMAN La lutte des classes dans la révolution hindoue.
- PROMETEO Faenza-Milan (la crise du fascisme italien).
- L. TROTSKY Du III^e au V^e Congrès de l'Internationale Communiste.
- J. GRAEF La position de Marx dans la question syndicale et la « Révolution Proletarienne ».
- A. ARIAT Sociologie officielle et Sociologie révolutionnaire (II).

Rédaction et administration
45, Boulevard de la Villette
PARIS X^e.

LA LUTTE DE CLASSES

REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE
45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.

PARAIT TOUS LES MOIS

Prix du numéro : 2 fr.

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an : 20 fr. — 6 mois : 10 fr.

Etranger : 1 an : 30 fr. — 6 mois : 15 fr.

Compte Chèque Postal : Naville 1333-80 — Paris.

**Envoyer toute la correspondance au Secrétaire de la
Rédaction, 45, Boulevard de la Villette, Paris X^e.**

SOMMAIRE DES DEUX PRÉCÉDENTS NUMÉROS :

N^o 17. Janvier.

LENINE : *Discours au 4^e Congrès de l'I. C.* — TROTSKY : *Les fautes fondamentales du Syndicalisme.* — SIZOFF : *Avant la Conférence Navale de Londres.* — ROSMER : *Sept mois de gouvernement travailliste.* — GERARD : *Le problème de la Sarre.* — ARIAT : *Delaisi, ou les harmonies économiques.* — SOSNOVSKY : *Lettres d'Exil.* — *Et en Espagne ? etc...*

N^o 18. Février.

EDITORIAL : *L'assassinat de Blumkine.* — TROTSKY : *Qu'est-ce que la révolution permanente ?* — TARQUIN : *La crise de la dictature militaire en Espagne.* — LANDAU : *La crise politique en Allemagne et la crise du P. C. A.* — SIZOFF : *Grandeur et décadence du trade-unionisme.* — ARIAT : *Sociologie officielle ou Sociologie révolutionnaire.* — LACROIX : *La crise de l'anarcho-syndicalisme espagnol.* — *L'exportation de capital français.* — *Lettre de Grèce.* — *Lettre au Cercle Marx-Lénine.*

NOUS PUBLIERONS DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO :

Le rôle de l'opposition de gauche dans la crise du communisme en France.

Matériaux pour la Conférence de l'opposition de gauche.

La lutte des Classes dans la Révolution Hindoue

La résolution adoptée par le Congrès National Hindou le mois dernier, sur l'initiative de Ghandi, qui approuve formellement « l'indépendance complète de l'Inde » comme but du Congrès, est d'une importance énorme, non pas tellement pour elle-même, mais à cause de l'influence qu'elle peut avoir sur les masses qu'elle illusionne. L'état d'esprit des masses est d'ailleurs beaucoup moins caractérisé par la tiédeur des phrases sonores des dirigeants du Congrès, que par l'action des ouvriers à Bombay le jour de l'indépendance (26.I.30), particulièrement des ouvriers des manufactures qui ont essayé de hisser le drapeau rouge non seulement à la place du drapeau anglais, mais aussi du drapeau rouge, vert et blanc des nationalistes hindous.

Pour comprendre la signification profonde du mouvement révolutionnaire propre aux Indes, pays comprenant quelque 300 millions d'habitants (un cinquième de la population du globe) il faut d'abord expliquer sa place dans le système de l'impérialisme anglais.

LA CLÉ DE VOUTE DE L'EMPIRE BRITANNIQUE

Parmi les dix peuples de l'Empire Britannique, noirs, bruns, jaunes ou rouges, plus de sept vivent dans l'Inde. Depuis les premiers jours de la conquête de l'Inde par l'Angleterre et le refoulement des Portugais et autres marchands pirates, le pays a été une source de formidable pillage pour les Anglais. La bourgeoisie britannique se rappelle avec plaisir les temps de la Compagnie des Indes Orientales, dont les profits montaient souvent à 250 0/0 par an. La période de brutale accumulation primitive pour le capitalisme industriel anglais, a été considérablement accélérée par le pillage de l'Inde et l'appauvrissement de ses millions d'habitants. Comme marché et source de matière première pour l'Angleterre, l'Inde a occupé une position exceptionnelle dans le développement de l'Empire. A des époques plus récentes il a constitué un champ immense

pour les investissements de capitaux. Les investissements de capitaux anglais dans l'Inde atteignent aujourd'hui plus d'un milliard de livres sterling, c'est-à-dire une somme dépassant celle de toutes les autres colonies britanniques réunies. Pendant seulement les quatre années qui ont suivi la guerre, de 1919 à 1923, l'exportation de capital anglais aux Indes a augmenté de 1800 0/0 en passant de 1.400.000 livres à 25.300.000 livres, et la part de l'Inde dans les exportations de capital anglais a passé de 0,6 0/0 à 14,4 0/0, en augmentation de 2.400 0/0. L'Inde n'est pas seulement une source d'exportation de capital. Un dixième des exportations britanniques en général va en Inde, pourcentage supérieur à celui des exportations dans tout autre pays du monde et qui représente 70 0/0 des importations totales de l'Inde.

L'Inde a même davantage qu'une importance économique et financière pour l'Empire Britannique — elle a une valeur stratégique incalculable. Ce n'est pas pour rien que la précieuse Inde a été pratiquement depuis des siècles, l'objectif central de la politique anglaise dans la Méditerranée et en Orient car les fabuleuses richesses qui incitèrent Colomb à traverser l'Atlantique existent de nos jours et même sous une forme plus substantielle et plus complète. Gibraltar ne garde pas seulement l'Égypte mais l'Inde. Malte et Chypre sont des stations sur la route de l'Inde et c'est là le caractère du Canal de Suez. Un regard sur la carte montrera plus complètement que l'Inde est le sommet d'un triangle grossier, dont la base est formée par une ligne tirée entre l'Afrique du Sud et l'Australie, que l'Inde est la sentinelle qui regarde sur l'Afghanistan et l'Arabie où l'Angleterre est intéressée au premier chef, que l'Inde avoisine cet autre grand champ oriental de la piraterie impérialiste, que l'Inde forme une base sans rivale qui permet à la nation qui la possède de faire rayonner sa puissance sur l'Asie et sur le Pacifique.

LA PERTE DE L'INDE, COUP FATAL.

La perte de l'Inde serait un coup fatal pour l'Empire Britannique, incomparablement plus grave que la perte de l'Irlande ou l'expulsion complète de la Chine. C'est la raison pour laquelle l'Angleterre apprécie l'Inde aussi hautement qu'un pauvre apprécierait le Ko-hi-noor. Il n'y a aucun parti politique, aucun groupe, à l'exception des communistes, qui aie la moindre intention de jamais accorder à l'Inde sa véritable liberté. La politique de l'Angleterre à son égard a été établie avec une rude franchise dans le discours de Lloyd Georges aux Communes (8 fév. 1922), où il est question de « l'armature d'acier ». Que la Grande-Bretagne, en aucune circonstance, n'abandonnera sa responsabilité aux Indes est un *principe cardinal* non seulement du

présent gouvernement, mais de tout gouvernement qui voudra obtenir la confiance du peuple dans ce pays... *je ne puis voir venir aucun temps où l'Inde pourra se dispenser de la direction et de l'aide de ce petit noyau du Service civil britannique... C'est l'armature d'acier de toute la structure* ».

Sans changements essentiels, cette politique a été poursuivie aux Indes par n'importe quel gouvernement anglais qu'il soit conservateur, libéral, coalitionniste ou travailliste. En deux mots, donc, il faut chercher les forces et les intérêts militant pour un mouvement de libération des Indes, ailleurs que dans les rangs de l'Impérialisme Britannique. Ce dernier ne voudra *jamaïs* volontairement la dégager de sa domination. Les forces directrices de la Révolution Hindoue sont, par conséquent, centrées dans l'Inde elle-même davantage maintenant qu'il y a quelques années par suite de l'affaiblissement du mouvement prolétarien en Angleterre, le seul autre appui de la liberté Hindoue.

Quels éléments aux Indes constituent ces forces directrices ? Ce n'est pas, d'abord, la grosse bourgeoisie hindoue ou les princes indigènes. L'existence de ces derniers dépend amplement du bon vouloir de l'Angleterre et ils sont plus ou moins satisfaits de leur présente condition. La première est ouvertement une force contre-révolutionnaire. Si elle souhaite tout au plus une plus large part dans la participation inégale établie entre elle et ses maîtres britanniques, elle préfère infiniment la suppression de tout mouvement des masses qui menacerait de la moindre sorte sa position économique et sociale. En dehors des mouvements suscités par l'Angleterre, il n'y a pas de mouvement auquel ne se soit opposée la grande bourgeoisie indigène et la Fédération Libérale. On peut compter qu'elle agirait la main dans la main avec la bourgeoisie britannique pour écraser toute lutte des masses pour l'amélioration de leur condition économique, pour ne pas parler de libération du joug impérialiste.

LA BOURGEOISIE NATIONALISTE.

Le second facteur dans la lutte hindoue est la petite bourgeoisie dans ses diverses fractions : propriétaires fonciers, marchands, professions libérales, fonctionnaires du Service civil, étudiants, intellectuels, etc., etc. N'ayant aucune base réellement large et aucune position économique assurée, ceux-ci doivent chercher leurs troupes dans les millions d'ouvriers et de paysans. Ils sont pour le développement d'une industrie indigène, par encouragements, si possible (Parti Swaraj), pour des mesures de protection, pour la décharge du lourd fardeau des taxes, pour l'abolition des fâcheuses distinctions de couleur qui existent dans les institutions

gouvernementales, pour un rôle plus décisif dans la direction des affaires hindoues et dans leur destinée.

Mais la petite bourgeoisie oscille perpétuellement entre ses troupes, les ouvriers et les paysans, et les intérêts de classe auxquels elle est naturellement portée, dans la direction de la grande bourgeoisie et du compromis avec l'Impérialisme britannique. Elle a toujours été prête dans le passé à accepter quelque forme de statut de dominion, qui lui accorderait une plus grande liberté d'action et une plus grande zone d'influence aux Indes, sans permettre au mouvement des masses une trop grande extension. Elle vit dans le respect de la puissance britannique et dans la crainte du développement du mouvement des ouvriers et des paysans. En plus d'une occasion, il a été clairement démontré, que lorsque les masses misérablement paupérisées entraient réellement dans le sentier de la lutte contre l'impérialisme, le rôle de la petite bourgeoisie est de saper la vitalité du mouvement, de diviser les énergies, de le détourner et de le limiter et si c'est nécessaire, de le trahir pour le remettre dans les mains de l'Impérialisme.

La bourgeoisie nationale hindoue ne peut ni ne veut mener une lutte révolutionnaire contre l'Impérialisme. Elle ne peut ni ne veut résoudre aucun des problèmes fondamentaux qui prennent actuellement à la gorge l'Inde dans son développement. Elle ne peut ni ne veut affranchir les ouvriers et les paysans des chaînes anglaises aussi bien qu'hindoues qui les entravent. Le cas échéant, son rôle sera plutôt plus que moins ignominieux et traître que le rôle décevant et meurtrier joué par la bourgeoisie nationale chinoise dans la révolution de 1925-27 et après. Elle ne sera à la tête des masses ouvrières et paysannes que dans la mesure où elle les utilisera comme instrument pour arracher à l'Angleterre des concessions, où elles la suivront, comme des troupes obéissantes à qui l'on peut commander d'avancer ou de reculer selon les intérêts bourgeois du moment. Mais dans la mesure où les intérêts des ouvriers et des paysans eux-mêmes sont en jeu, que ce soit sous l'angle de la lutte contre l'Impérialisme britannique ou contre les capitalistes indigènes, usuriers ou propriétaires fonciers, la bourgeoisie indigène les mènera à la défaite et au massacre. Que les leaders nationalistes, de Ghandi à Nehru, aient exécuté un mouvement apparent vers la gauche ces derniers temps, sous la pression des masses, est un fait. Mais ce fait ne signifie rien autre que leur volonté de tout faire pour prendre la tête du mouvement des masses afin de le décapiter lorsqu'il présentera un danger sérieux pour l'ordre impérialiste britannique et la domination de classe qu'ils escomptent dans le futur. Accorder un sou de confiance à la capacité de la bourgeoisie nationaliste et de ses leaders pour conduire une lutte véritable contre l'Impérialisme, c'est préparer et

permettre l'étranglement de la Révolution Hindoue de la même façon que la bourgeoisie nationale se hissa au pouvoir en Chine sur le dos des ouvriers et des paysans. Cette conclusion ne découle pas seulement des amères expériences de la Révolution chinoise, mais de tout le récent passé du mouvement hindou.

L'HISTOIRE DE GHANDI

Ghandi, par exemple, qui a rapporté la résolution d'apparence révolutionnaire au Congrès, va-t-il mener une lutte réelle contre l'Impérialisme ou y participer ? Sa propre histoire prouve la folie d'une telle croyance. Depuis les temps où il organisait un corps d'ambulanciers pour servir aux côtés de l'Impérialisme Britannique dans la guerre des Boers et son record de guerre comme serviteur chauvin de l'Angleterre jusqu'aux temps plus récents où il a défendu les intérêts de la propriété dans toute lutte ouvrière et dans toute grève, Ghandi a joué un rôle réactionnaire (sans parler de ses théories économiques semi-féodales ou de son confusio-nisme mystico-spiritualiste). Or, les actes de Ghandi et de tout le reste de la bourgeoisie nationale dans la période d'après-guerre peuvent-ils montrer autre chose que leur rôle de freinage et de trahison du mouvement et des intérêts des masses ? Il est suffisant de rappeler la période de 1919 à 1922 où la lutte pour la libération atteignit au maximum avec des millions de participants. L'Empire était vraiment en danger. Des démonstrations, des grèves, des luttes de toutes sortes balayaient tout le pays. La visite du Prince de Galles fut l'occasion de magnifiques démonstrations de masses, de résistance et de lutte contre l'Empire Britannique. La fièvre des masses était à son point culminant. A Chauri-Chaura et à Bareithy il y eût des collisions entre les autorités d'une part, les ouvriers, les paysans pauvres d'autre part.

Le rôle de Ghandi et du Congrès fut de poignarder le mouvement dans le dos, rien moins. La lutte fut officiellement blâmée au célèbre meeting de Bardoli qui adopta une résolution déplorant « *La conduite inhumaine de la populace qui, à Chauri-Chaura, a sauvagement assassiné les agents et brûlé les stations de police* » et demandant aux paysans de *continuer à payer la taxe au gouvernement et la rente aux propriétaires !*

Le bout d'oreille petit-bourgeois du Saint Ghandi s'est montré, se montre et se montrera, toutes les fois que l'ouragan des mouvements des masses ouvrières et paysannes balayera le pays et menacera l'existence de l'Impérialisme Britannique et les droits des propriétaires fonciers. La résolution de Bardoli est l'expression typique du rôle véritable de la bourgeoisie nationale dans la lutte coloniale contre l'Impérialisme — se tenir aux côtés du maître

étranger, du propriétaire et de l'homme d'affaires indigène contre les masses ouvrières et paysannes.

Ce n'est pas la bourgeoisie nationale qui mènera la révolution aux Indes. Elle peut seulement la conduire dans le mauvais chemin. Son rôle ne sera pas plus glorieux que celui des Kerensky russes et des Chang-Kai-Shek chinois. La Révolution hindoue ne réussira pas comme « révolution démocratique » poussée par une soi-disant « alliance démocratique révolutionnaire ». Elle ne pourra réussir que dans la mesure où elle sera menée par le prolétariat hindou, déjà très nombreux et aguerris par mainte bataille, avec l'aide de la masse extrêmement paupérisée des cultivateurs du sol. Il est très vrai qu'il y a de gigantesques difficultés sur ce chemin, plus considérables sous bien des rapports que celles que les ouvriers et les paysans chinois eurent à affronter. Il est également vrai que le cours adopté par les éléments révolutionnaires, par l'Internationale Communiste, dans ces dernières années, n'a pas facilité le succès de la lutte. Il l'a rendu plus dure et a introduit la confusion la plus ridicule et la plus lamentable dans la situation.

AU CARREFOUR

Mais ces difficultés diminuent pour le moment car la situation révolutionnaire se développe très rapidement. Sous la pression concentrée d'une telle situation, les fautes et les échecs du passé peuvent être rapidement rectifiés ou mener rapidement à la catastrophe. Cette rectification est maintenant une question essentielle qu'il ne faut pas remettre au lendemain, précisément parce que la Révolution hindoue se trouve maintenant au carrefour — elle peut prendre le chemin de la débâcle de 1927 en Chine ou de la victoire de 1917 en Russie.

LE PROLETARIAT ET LA PAYSANNERIE DANS LA REVOLUTION HINDOUE

L'essence de la théorie coloniale nationaliste est que la pression de l'impérialisme sur les Colonies a uni dans la nation tous les habitants qui ont des intérêts sociaux et historiques identiques, pour un combat commun pour la libération du joug étranger. C'est un trait « théorique » commun aux mouvements nationalistes, chinois, et autres mouvements petits-bourgeois. D'après eux, la domination coloniale de l'impérialisme abolit la lutte de classes dans les colonies et crée un front uni de toutes les couches de la population. Cette conception, représentée par exemple par le Sun-Yat-Senisme, est la justification théorique de la bourgeoisie coloniale pour sa domination et la suppression de la classe ouvrière et de la paysannerie dans la lutte de classes contre l'impérialisme.

Elle a eu son reflet dans l'Internationale Communiste au cours de la révolution chinoise (1925-27) dans la théorie du « gouvernement national du bloc des 4 classes » (Martinov - Staline - Boukharine - Roy), qui était la « justification » de l'enchaînement du mouvement ouvrier et paysan au char de guerre de Chang-Kai-Chek. Cette théorie, sous ses nombreuses formes, garantit à l'avance que la révolution hindoue qui vient sera étranglée dans le sang de sa propre classe ouvrière et paysanne.

Nous avons montré la position de la grande bourgeoisie et des grands propriétaires féodaux et monarchiques, alliés de l'impérialisme britannique, et de la petite bourgeoisie nationaliste qui domine actuellement le mouvement et est prête en toute occasion à passer un compromis avec l'Angleterre pour empêcher la montée d'un véritable mouvement de masse. Car c'est là que résident les forces fondamentales de la révolution hindoue, les ouvriers et les paysans.

LE PROLÉTARIAT HINDOU

Les ouvriers hindous sont parmi les plus scandaleusement exploités du monde. Le dernier « Factory amendment Act » (loi sur la réglementation du travail dans les usines) reconnaît une semaine de travail de 60 heures au maximum et une journée de 11 heures de travail ; inutile de dire, que, pratiquement, la journée de travail va jusqu'à 15 heures. Des dizaines de milliers de femmes et d'enfants ne travaillent pas seulement dans les industries légères (textiles, etc.), mais même dans l'industrie lourde et les industries dangereuses comme les mines. Les salaires sont horriblement bas, rendant la plupart du temps impossible tout ce que dépasse le niveau de la subsistance pure et simple.

« L'histoire des salaires » écrit Dutte dans *l'Inde moderne* montre que le salaire moyen d'un mineur de charbon au Bengale, en 1922, était de 12 annas (un anna est à peu près quatre sous en monnaie française) par jour, celui d'un laboureur des plantations d'Assam 4 annas, celui d'un ouvrier qualifié du textile de Bombay de 12 annas à 1 rupie 8 (environ 13 fr. 50) par jour. Ce que ces chiffres représentent, même dans le cas des ouvriers de Bombay les plus favorisés, l'enquête de l'Office du Travail de Bombay sur 2.473 budgets de travailleurs le montre. L'enquête a montré que pas moins de 56 0/0 du salaire allaient à la nourriture et que même dans ce cas la qualité de nourriture qu'on pouvait obtenir ne dépassait pas le niveau de celle des prisons. La conclusion générale c'est que les ouvriers industriels consomment plus de céréales que ce qui est alloué par le règlement pour la période de famine, mais moins que l'ordinaire prescrit par le

Manuel de la prison de Bombay. En troisième lieu 97 0/0 des familles vivent dans une seule pièce, enfin 47 0/0 des familles sont endettées.

Les conditions de logement dans la ville sont effrayantes. « Les habitations de Bombay formées d'une pièce unique, dit le Rapport des affaires de santé de 1921, pour 13 0/0 d'entre elles abritent dix personnes ou plus et 73 0/0 des enfants d'ouvriers sont nés dans de telles conditions ».

Il n'est donc pas étonnant, que les profits des entreprises industrielles aux Indes puissent leur permettre de rivaliser avec les plus somptueuses fantaisies du premier conquérant des Indes.

LA SPOLIATION DE LA PAYSANNERIE

Les conditions d'existence de la paysannerie hindoue sont ce que l'on peut imaginer de pire. Le « ryot » (paysan hindou) est sans cesse sous la menace de l'annihilation physique. La destruction barbare de tout travail artisanal, le refoulement des artisans et même de plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers industriels vers la terre ont déterminé un trop-plein agricole. Dans une partie du pays, l'enquête montre que la tenure moyenne a diminué de 40 à 7 acres en moins de cinquante ans. Le corollaire de cette situation c'est l'immense étendue de terre qui n'est pas mise à la disposition des paysans (dans les états à grandes terres, etc.), qui n'est ni en jachère ni cultivée et qui se monte pratiquement à 25 0/0 de la surface cultivable et non cultivable des Indes anglaises. La famine de terre du paysan hindou est aussi aiguë qu'elle est remédiable.

D'autre part le maigre avoir des 210 millions de paysans et d'agriculteurs sans terre est généralement pressuré jusqu'à épuisement par de lourdes redevances, des impôts exorbitants et la cruauté des usuriers villageois. Chaque impôt annuel montre l'exploitation brutale de la paysannerie. Là où, en Angleterre, les impôts directs pour 1923-24 constituent 54 0/0 des impôts totaux, ils couvrent moins de 10 0/0 dans l'Inde. L'impôt indirect pour 1924-25 (douanes, accises, timbres, sel, opium) forme 63 0/0 du total, et les impôts fonciers 2 0/0 en plus. Le D'Mann, un enquêteur anglais connu, a montré les résultats de cette politique. Dans un des premiers villages il a trouvé que 81 0/0 des habitations « ne pouvaient pas, dans les meilleures conditions, abriter leurs propriétaires ». Dans un autre village éloigné d'un centre industriel il trouva 85 0/0 de la population dans la misère complète. En outre les paysans sont en général lourdement endettés. Ils tombent alors sous la coupe des propriétaires fonciers qui s'emparent fréquemment de la moitié des produits des cultivateurs.

Ce sont quelques-unes des raisons pour lesquelles les masses

hindoues ont le taux de mortalité le plus élevé du monde. Ces faits expliquent les carnages produits par la famine et les épidémies qui balayent le pays comme l'épidémie d'influenza après la guerre, qui a tué 13 millions d'habitants au premier souffle.

Dans l'Inde, un mouvement qui n'inscrit pas en tête de ses tâches la solution du problème agraire (c'est-à-dire la révolution agraire) ne peut pas être appelé un mouvement révolutionnaire ni même, dans ce cas, un mouvement qui mène une véritable lutte contre l'impérialisme. Mais quelle classe peut diriger la lutte pour la révolution agraire ? Dans la réponse à cette question doit se trouver aussi la réponse à la question du caractère et de la direction de la révolution hindoue.

Ce qui ressort de toute l'histoire moderne, c'est que la paysannerie elle-même, en tant que classe (qui est une couche petite-bourgeoise de la société, dont la base sociale et économique tend à diminuer) ne peut jouer aucun rôle indépendant dans la lutte de classe. Le gouvernement « paysan » de Stamboulisky en Bulgarie, le mouvement « paysan » croate dirigé par Raditch, le mouvement des fermiers du nord-ouest aux États-Unis qui est dominé par la bourgeoisie et ses conceptions sociales (pour ne pas parler de la paysannerie russe dans les révolutions de mars et d'octobre) — tous ces cas montrent que la paysannerie est ou bien un instrument de la bourgeoisie ou bien un allié du prolétariat ; toute autre position n'est qu'illusion et rêve.

LA PAYSANNERIE ET LA BOURGEOISIE NATIONALE.

Les plus de 200 millions de paysans hindous sont aujourd'hui surtout dans la dépendance de la bourgeoisie nationale pour laquelle ils ne représentent rien d'autre au fond, que des troupes. La bourgeoisie nationaliste hindoue ne peut pas et ne veut pas réaliser la révolution agraire, car elle exploite en commun avec l'impérialisme la misère de l'agriculture hindoue. La « révolution nationale-démocratique » entraînée par « l'alliance démocratique révolutionnaire » sous la direction de la petite bourgeoisie, le programme pour l'Inde envisagé par Roy (*Revolutionary Age* N° 7), ne peut ni ne veut résoudre le problème paysan en réalisant la révolution agraire. Toute l'histoire récente le prouve. La révolution chinoise dans laquelle les ouvriers et les paysans ont été entraînés par Chang-Kai-Chek et la bourgeoisie nationale (aidés, hélas, par l'I. C.) n'a pas pu résoudre la question agraire qui est aussi aiguë aujourd'hui qu'avant l'établissement des gouvernements de Canton, de Nanking ou de Wou-Han. Le mouvement démocratique de Kerensky a été aussi incapable de résoudre le

problème de la révolution agraire. Cette tâche a été accomplie seulement après la révolution bolchévique dans sa période appelée « démocratique » (1917-18) quand le programme agraire a été réalisé en collaboration entre les communistes et les socialistes révolutionnaires de gauche. En Russie la révolution agraire a été réalisée seulement sous la direction du prolétariat. Il doit en être de même dans l'Inde, en dépit du fait que, contrairement à la Russie, c'est un pays colonial. D'ailleurs la leçon générale non seulement de la révolution russe mais aussi de la révolution chinoise est restée incomprise du mouvement révolutionnaire.

Mais pour que le prolétariat hindou puisse entraîner la paysannerie, il doit préalablement avoir son organisation politique et économique, c'est-à-dire, des syndicats et un parti révolutionnaire prolétarien. Sans cela toutes les phrases sur le rôle dirigeant du prolétariat ne sont que du vent. C'est précisément dans cette question capitale que la direction de l'I. C. a fait banqueroute dans les dernières années de telle façon qu'en fait, tout l'avenir immédiat de la révolution hindoue est mis en péril. Actuellement aucun porte-parole de la fraction de Staline dans les partis communistes ne peut dire exactement quelle est la politique de l'I. C. dans l'Inde. Le *Daily Worker* (quotidien du P. C. américain), est un exemple typique de confusion irrémédiable. Ces « spécialistes » écrivent à propos de l'Inde, tantôt que le but de la révolution est la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » (Browder), et tantôt que « l'aile gauche » des syndicats dirigera les masses ouvrières et paysannes vers le pouvoir soviétique (J. W. Ford).

L'ABSENCE D'UN PARTI COMMUNISTE

Le fait est que l'élément décisif, un parti révolutionnaire prolétarien, c'est-à-dire, communiste, nécessaire au succès d'une lutte révolutionnaire dans l'Inde manque, d'abord par suite de la politique de l'I. C. dans les cinq dernières années. Depuis les années pendant lesquelles existaient des circonstances excellentes pour la création de ce parti, la politique de l'I.C. n'a pas différé essentiellement de ce qu'elle a été en Chine, c'est-à-dire qu'elle a contribué à créer un Kuomintang à l'échelle hindoue. Le plus éminent porte-parole de la politique de l'I. C. dans l'Inde fut M. Roy dont le cœur brûle d'une passion nationaliste sous une légère écorce bolchévique acquise en frottant ses épaules à celles de Lénine quand ce dernier vivait. C'est une véritable pitié de lire les diatribes dirigées contre Roy *aujourd'hui* par les mêmes gens qui, dans l'I.C., défendaient ses points de vue quatre ou cinq ans avant son exclusion. Le seul crime dont Roy est coupable c'est qu'il est fidèle à

la politique officiellement sanctionnée par Staline, Boukharine et Martinov dans la révolution chinoise comme dans l'Inde, durant la lutte contre l'opposition russe. Roy continue cette politique, Staline ne s'en est pas même entièrement séparé lui-même. Et les membres du parti ont tout à fait le droit de demander à Staline et Cie : pourquoi la politique de l'I. C. dans la révolution chinoise, qui n'a jamais été condamnée ni rejetée, est-elle inapplicable à une situation dans l'Inde aujourd'hui ? Pourquoi Roy a-t-il tort en réclamant une « alliance révolutionnaire démocratique qui, dans les conditions actuelles de l'Inde, peut embrasser plus de 80 0/0 de la population » — sans dire un mot sur la prédominance de la classe ouvrière dans le bloc — alors que c'est ce que Staline, Boukharine et Martinov ont fait en Chine avec le « bloc de quatre classes » ? Pourquoi Roy a-t-il tort lorsqu'il avertit que « l'évolution doit procéder par étapes », quant c'est précisément avec la même « théorie des étapes » que Boukharine et Roy ont justifié la répression par le Kuomintang de la révolution agraire et des grèves ouvrières durant la révolution chinoise ? Pourquoi Roy a-t-il tort d'oublier entièrement les nécessités élémentaires de la direction prolétarienne du mouvement, de la création et du renforcement d'un parti communiste, entraînant le jeune mouvement à perdre sa confiance dans la bourgeoisie nationaliste, alors que Boukharine et Staline ont passé par-dessus ces nécessités dans la révolution chinoise ? Qu'y a-t-il de faux dans « l'oubli » complet que fait Roy du mot d'ordre des soviets dans l'Inde, alors que l'I. C. officielle a exclu l'opposition russe parce qu'elle voulait mettre en avant ce mot d'ordre à l'époque de la poussée révolutionnaire croissante en Chine ? Finalement pourquoi Roy a-t-il tort de vouloir donner aux masses « un programme de révolution nationale-démocratique et de vouloir l'entraîner par étapes à la lutte pour la réalisation de ce programme » — conception qui cache le but véritable de la victoire de la bourgeoisie contre-révolutionnaire et la soumission des ouvriers et des paysans — alors que c'est précisément cette conception qui a déterminé toute l'action de l'I. C. dans la révolution chinoise.

OU ROY A RAISON ET OU IL A TORT

Du point de vue de la politique officielle de Staline en Chine Roy est jusqu'à présent conséquent et logique, alors que ses critiques, Staline, ont tort. Du point de vue du marxisme révolutionnaire Roy est toujours ce qu'il a été depuis des années, c'est-à-dire un menchévik du type colonial, pénétré d'idéologie nationaliste.

Que la clique dirigeante de l'I. C. ait changé de position depuis l'époque de la révolution chinoise, c'est incontestable ; qu'elle

n'ait pas cependant adopté un point de vue révolutionnaire juste — ce qui équivaldrait à reconnaître que toute la lutte contre une soi-disante déviation trotskyste dans la révolution chinoise fut une escroquerie monstrueuse — est également incontestable. Toutes les politiques possibles ont été adoptées par les centristes et l'aile droite de l'Internationale, sauf celle de la formation urgente d'un parti communiste. *Le « parti communiste de l'Inde » est aujourd'hui un mythe ; il n'existe pas.* Aucun effort sérieux n'a été tenté par l'I. C. pour aider à son organisation. Au contraire, il a été systématiquement négligé. La politique de l'I. C. aux Indes, telle qu'elle a été exposée par Roy il y a plusieurs années a été :

« Ce qu'il faut c'est un parti révolutionnaire du peuple, seul capable d'assurer le bien-être immédiat et définitif des masses exploitées ». (*Le Renouveau de la Non-coopération* par M. N. Roy, publié par le P. C. Britannique. Londres 1926, p. 37).

Ou encore : « L'organisation d'un parti des ouvriers et des paysans est devenue une nécessité indispensable. Le P. C. hindou est appelé par l'histoire à jouer ce rôle » (*ibid.* p. 47).

Et : « Nous devons nous efforcer de pousser en avant dans la lutte les classes moyennes nationalistes. Nous devons forcer le Congrès National à se déclarer hardiment pour une Inde républicaine » (*ibid.* p. 48).

Et encore : « Où est donc le bolchévisme dans notre programme, où donc réside le danger qu'il présente pour l'ordre établi de la société capitaliste » (*ibid.* p. 89). — Oui, c'est ce que nous voudrions savoir ? Où donc ?

LA LIGNE DE ROY ETAIT LA LIGNE DE STALINE.

Ce n'était pas là une ligne de pensée et d'action propre à Roy ; c'était la ligne de toute l'I. C. officielle (Staline-Boukharine) appliquée dans l'Inde et en Chine. A travers Roy l'I. C. flirtait avec la bourgeoisie nationale depuis des années. Elle proposait une alliance avec la bourgeoise Ligue pour l'indépendance. Elle forma et aida le *parti ouvrier pan-hindou*, cette caricature du marxisme, à « diriger » la révolution, et le fit marcher jusqu'à il y a moins d'un an lorsqu'il mourut de sous-alimentation idéologique et sociale. Elle donna à d'habiles politiciens bourgeois qui dirigeaient le congrès des trade-unions hindous l'occasion de rafraîchir leur réputation formée à la fontaine apparemment intarissable de la Ligue contre l'impérialisme qui les défendit contre les attaques des masses en leur donnant une couleur protectrice « bolchévique ». Bref, on n'a pas essayé par tous les moyens la seule route possible vers la révolution : la consolidation d'un parti communiste, seul capable de diriger

le prolétariat, d'entraîner la paysannerie grâce à la classe ouvrière et d'utiliser quelques couches de la petite bourgeoisie des villes. L'absence d'un parti communiste jusqu'à ce jour est objectivement l'obstacle le plus grand sur la voie d'une avance victorieuse de la révolution hindoue.

Mais c'est pour cela qu'il y a une renaissance de la théorie condamnée — qui rompt avec le bolchévisme — selon laquelle les syndicats ou une aile des syndicats peut diriger la révolution. En 1924, Zinoviev a tenté d'appliquer cette théorie à l'Angleterre. On ne peut pas savoir, écrivait Zinoviev, si le mouvement révolutionnaire viendra à travers Mac Manus (c'est-à-dire le P. C. Britannique) ou à travers le conseil général des Trade-Unions. Deux ans après la grève générale anglaise enleva à Zinoviev même ses doutes...

On met actuellement une variante de cette théorie en avant pour l'Inde. La presse Stalinienne parle de l'aile gauche dans le congrès des Trade-Unions hindous comme du centre qui organise et dirige le mouvement révolutionnaire prolétarien. La seule chose qui puisse sortir d'une pareille conception est un désastre. Le parti politique prolétarien ne peut pas prendre la place des syndicats, mais les syndicats ou une fraction d'entre eux ne peut certainement pas prendre la place du parti révolutionnaire. Le parti politique du prolétariat est son arme principale dans sa lutte pour le pouvoir. Il réunit, concentre et cristallise les expériences des luttes passées. Il éclaire le chemin du pouvoir par sa clarté et sa précision idéologique. Il est l'avant-garde et l'état-major dirigeant des ouvriers. Sans lui leur lutte est comme une flèche non aiguisée. Rien ne peut remplacer le parti révolutionnaire : c'est ce qui distingue principalement les marxistes des syndicalistes.

L'incapacité de l'I. C. sous sa direction actuelle à aider la création d'un parti communiste (et même l'obstacle qu'elle met à cette création) a été un des coups les plus durs à la révolution hindoue. Il faut remédier immédiatement à cette défection criminelle. Sans un parti communiste, sans un instrument de la politique révolutionnaire du prolétariat, le mouvement national révolutionnaire aura une fin « à la chinoise ». Sans lui l'Inde ne peut pas passer à un « développement non-capitaliste », c'est-à-dire, passer au delà de la révolution « démocratique » à la dictature du prolétariat hindou, qui est actuellement engagé dans une violente bataille. Sans lui tout bavardage sur les soviets est une dérision avec des conséquences réactionnaires possibles. Sans lui la révolution hindoue aura un 1848 indien — c'est-à-dire une victoire de la bourgeoisie et un recul de la classe ouvrière à cause de son manque de maturité et de préparation politique et d'organisation, mais jamais un 1917 hindou.

MAX SHACHTMAN.

Faenza - Milan

(La Crise du Fascisme Italien)

Une chose est sûre : la crise économique s'aggrave toujours plus en Italie. Les phases de cette aggravation ne se rapportent pas aux manifestations communes de la crise du capitalisme, qui peuvent trouver une atténuation provisoire, un renvoi à une date ultérieure, dû surtout à l'influence du capital extérieur ou au déplacement de la constellation internationale des « rois de l'industrie » qui peut réanimer artificiellement certaines branches de la production. Au contraire, les phases de l'aggravation de la crise en Italie prennent la forme d'un bilan que nous avons nommé en son temps « le bilan de misère et de sang du prolétariat italien ». Le fascisme, outre l'ajustement sanglant des rapports de force entre les classes en Italie, avait à faire face aux problèmes qu'une crise mortelle impose au régime capitaliste dans tous les pays. A ces problèmes le fascisme a donné la solution qui consiste à diriger le développement de l'industrie d'après les ordres directs des prêteurs de capital qui, parce qu'ils agissent sur l'échiquier mondial et que leurs intérêts l'exigent ou bien que le cours des contradictions entre groupes impérialistes rivaux l'impose, font supporter à l'industrie italienne les difficultés ; d'autre part, l'agriculture, orientée sur les soi-disantes possibilités de la prétendue indépendance de l'Italie vis-à-vis des exportations extérieures, arrive à la limite des ressources naturelles et s'immobilise dans un cercle fermé où les grands financiers et les grands propriétaires, soutenus par l'Etat, recueillent tous les avantages, alors que toutes les pertes se font au détriment des couches moyennes et pauvres de la population rurale.

Ailleurs le capitalisme a résolu les problèmes économiques grâce aux importants facteurs représentés par le domaine colonial ou la possibilité de développer l'appareil de production ; en Italie, où ces facteurs font défaut, le capitalisme ne peut pas trouver d'autre solution que celle d'une exploitation de plus en plus intensive de la classe travailleuse. Après les premiers succès du capitalisme contre l'agitation ouvrière en 1922, est venue la seconde étape de l'offensive capitaliste, précédée par le raffermissement du pouvoir bourgeois

(marche sur Rome) qui marque le succès capitaliste contre l'agitation de 1924-25. Après cette seconde étape a suivi une troisième, ouverte par le raffermissement de la domination politique du capitalisme grâce aux lois exceptionnelles, qui se distingue par l'étouffement violent du mouvement ouvrier en 1927. Cette nouvelle phase se termine actuellement par la présentation du bilan de la politique économique fasciste, appliquée de 1922 à 1929. Il faut encore ajouter que cette politique économique fasciste n'a même pas le mérite de l'originalité; elle est la caricature de la politique économique inaugurée et défendue par les « antifascistes ». C'est Nitti qui est l'inspirateur autorisé de la Concentration Antifasciste. L'unique différence consiste dans le fait que Mussolini a appliqué le système de la violence et de la terreur, tandis que les antifascistes auraient appliqué le système moins coûteux et plus sûr des tromperies démocratiques, de la manœuvre des couches moyennes et de l'arrière-garde prolétarienne, limitant la répression à l'avant-garde prolétarienne.

Que ce soit Mussolini, et non Nitti, qui ait été durant sept années le représentant de la bourgeoisie italienne, cela est dû seulement au fait que seule la terreur pouvait éloigner la menace révolutionnaire contre le capitalisme; cela n'empêche pas que le capitalisme, grâce aux résultats de sept années de terreur et à la situation où se trouve réduit le mouvement communiste par la faute du centrisme, croit pouvoir intervenir avec succès dans le mouvement ouvrier en cherchant à substituer Nitti à Mussolini, ou à combiner Nitti et Mussolini.

Après le premier succès du capitalisme, un second, après le second un troisième. La ceinture classique des prolétaires est enfin serrée au dernier cran, au moment même où le capitalisme est obligé de déposer son bilan économique. Et après ce bilan quelle peut être la perspective pour l'économie capitaliste?... Un changement radical est impossible. Nous ne le disons pas seulement sur la base des thèses générales sur la crise mortelle du capitalisme, mais aussi à cause des conditions particulières réelles de l'économie italienne qui a pu vivre seulement grâce aux mesures de l'intervention du capitalisme extérieur et à l'attaque sanglante contre les conditions de vie et les salaires des travailleurs.

Aujourd'hui que l'une des deux conditions (l'intervention à jet continu du capital extérieur) commence à faire défaut, comment va s'orienter le capitalisme? La réponse à cette question est évidente: renforcer l'oppression de classe, en même temps que l'inévitable acuité des antagonismes fournira les conditions propices à un mouvement de résistance organisée contre le fascisme et la bourgeoisie.

Nous qui avons en son temps indiqué les termes de ce problème et avons été successivement repoussés par les centristes, qui n'en sont ni à leur première ni à leur dernière pirouette, nous avons cherché à montrer que les facteurs essentiels de la manœuvre politique fasciste (Vatican, plébiscite, tentative de se rapprocher de la Concentration), et des dissentiments intérieurs du parti fasciste, se trouvaient dans des raisons économiques qui font prévoir pour l'avenir immédiat une nouvelle offensive croissante contre les salaires misérables des travailleurs en Italie.

Et les nouvelles publiées montrent nettement cette offensive capitaliste contre laquelle se sont dessinés des épisodes de résistance dans les Pouilles, à Sulmona, à Turin, à Faenza, à Milan. Ces épisodes, qui se sont rapidement succédés, la presse de la Concentration, qui veut prouver à la bourgeoisie l'inutilité et les dangers du fascisme, et l'utilité et les avantages du personnel gouvernemental social-démocrate concurrent, a indiqué qu'ils étaient sans aucun rapport de connexion. Mais la Concentration se trompe complètement lorsqu'elle croit que la substitution du personnel gouvernemental antifasciste au personnel fasciste peut se produire comme une pacifique transmission de pouvoir de la main à la main. Nous disons qu'elle se trompe, mais nous aurions peut-être dû dire qu'elle « se trompait » elle-même parce qu'en réalité la Concentration, pour qui cette perspective est liée à ses rapports directs et indirects avec les gouvernements extérieurs et les forces de l'impérialisme anglo-américain, a parfaitement compris que la perspective qui pourra permettre son accession au gouvernement bourgeois, est bien différente.

La lutte contre le fascisme ne pourra se résoudre que par une insurrection prolétarienne ; et alors c'est dans le camp du prolétariat qu'il lui faut conquérir des positions, pour intervenir — au cours de l'insurrection — afin de dévier les mouvements de leur développement révolutionnaire et les canaliser dans les cadres de la conservation du régime capitaliste. Cela s'explique parce qu'une grande partie de l'idéologie de l'antifascisme centriste du P. C. I. a pénétré dans la Concentration (révolution populaire, assemblée constituante, labriolisme dernière manière). Le fait que d'autre part beaucoup des points de vue politiques de la gauche ont été adoptés frauduleusement par le centrisme — pour les besoins intérieurs de leur lutte contre nous — ne fera qu'augmenter la confusion. Loin de représenter un stimulant à la lutte et à l'intensification des mouvements, le centrisme est un élément de désagrégation puisqu'il pousse les prolétaires à mettre en doute la justesse d'une politique prolétarienne au lieu de les amener à comprendre clairement que ce qu'ils doivent mettre en doute en dévoilant l'artificieux changement de scène, c'est le Centrisme lui-même.

Les évolutions de la Concentration, dûes à la nécessité de tromper le prolétariat, et celles du centrisme, dûes à la nécessité de lutter contre la gauche, ce sont les murs politiques entre lesquels sont condamnés à se mouvoir les mouvements de résistance et de rébellion contre le fascisme en Italie. Ce sont les murs politiques entre lesquels sont survenus les actions des Pouilles, de Sulmona, de Turin, de Faenza, de Milan. Une chose est sûre : ou les travailleurs réussiront à forcer et à briser ces murs, ou les mouvements suivront un cours extrêmement pénible et sanglant qui permettra au capitalisme italien de remporter de nouveaux succès.

Nous allons préciser la nature des deux mouvements les plus récents : ceux de Faenza et de Milan.

A Faenza les collisions se sont produites en deux temps : dans un premier temps Donati, qui était arrivé au point culminant de la souffrance, tua quelques fascistes parmi les plus notoires. Immédiatement après, les fascistes font leur mobilisation ; leur objectif direct n'est pas, comme dans maintes autres occasions, de semer la ruine, mais d'étendre sur le sol des cadavres, par la bastonnade. Pendant cette mobilisation fasciste, dans un faubourg à Santa Lucia, une famille oppose une résistance héroïque et quelques-uns des assaillants sont tués. Ces deux faits n'ont pas revêtu l'aspect d'une explosion de haine individuelle, mais, au contraire, d'une rencontre qui s'emboîte dans les événements qui, ailleurs, l'ont précédée et dans ceux qui le suivront encore autre part ; ces paysans ont voulu faire une brèche dans l'appareil de la répression brutale qui protège et prépare l'aggravation des conditions de vie des travailleurs ; ils ont montré, par leur sacrifice, que seule la violence pourra faire cette brèche. Il est intéressant de noter quelle a été la réaction de l'appareil de défense du fascisme, et pourquoi il n'a pas eu recours à son mode de représailles ordinaires. Le plan actuel du fascisme est de *personnaliser* les représailles sur les paysans qui résistent et sont déjà à la disposition du Tribunal Spécial. Il en est ainsi parce que le fascisme comprend que, si une mobilisation et un carnage dans une localité donnée sont encore possibles — en prévision de la répétition simultanée de mouvements dans de nombreuses localités (ce qui est déjà vérifié) — et malgré toutes les fausses nouvelles, les conditions existent qui peuvent transformer une expédition dans cette localité ou dans plusieurs autres en un mouvement révolutionnaire.

Faenza nous montre que la possibilité de supporter les persécutions fascistes atteint son degré maximum ; que contre ces persécutions se développe une résistance violente et armée ; et d'autre part que l'appareil de répression, au lieu de suivre la tactique connue qui consiste à faire des représailles collectives, hésite, et par crainte des mouvements, personnalise ces représailles.

A Milan, les motifs qui ont occasionné les manifestations de Siesto et de Miani-Silvestri, se rapportent plus directement à la situation économique.

On sait que le capitalisme, avant ou dans le cours d'une offensive destinée à réduire les salaires, procède à des licenciements. Pour effectuer ces réductions de personnel, en connexion avec la diminution de la possibilité de vente des produits, les patrons ont décidé des licenciements déterminés. Les ouvriers se sont mis en mouvement pour empêcher que le plan patronal se réalise sans lutte. L'ampleur du mouvement et l'allure même du différend nous montre que le fascisme n'a pas eu recours au système de la violence et de la destruction. Et aussi que l'appareil fasciste n'a pas fonctionné en cherchant à répandre la terreur en « tapant dans le tas », mais avec l'objectif différent d'éviter les rencontres, par crainte des conséquences qu'un nouveau massacre aurait pu entraîner. Le secrétaire fédéral de l'organisation fasciste de Milan, parlant des mouvements ouvriers de Miani Silvestri, tentait de démontrer que les ouvriers n'étaient pas coupables des manifestations qu'on leur attribuait, au lieu de suivre la vieille tactique qui consistait à mobiliser l'appareil répressif du fascisme contre « les adversaires du régime ».

**

L'Italie est enfermée dans le cadre d'une politique économique qui n'a d'autre possibilité de développement qu'une nouvelle offensive contre les conditions de vie de la classe travailleuse, soupape de sûreté du capitalisme dans l'aggravation de sa crise économique. Il faut préciser les conditions qui peuvent permettre au mouvement prolétarien de déraciner et d'abattre la dictature du capitalisme.

Nous nous sommes toujours élevés contre l'analogie que l'on prétendait établir entre la dictature fasciste et la dictature tzariste. On traite en Italie de la dictature du capitalisme, on traitait en Russie du gouvernement de classe qui avait précédé la bourgeoisie dans son rôle historique et qu'on ne pouvait confondre totalement avec la bourgeoisie. Pour cette raison, en Russie, la rupture de l'appareil tzariste pouvait résulter d'un mouvement ouvrier et paysan, et aussi des heurts et des frictions entre le capitalisme et les classes féodales ; en Italie au contraire le renversement de l'appareil fasciste ne peut résulter que des mouvements prolétariens. Si ces mouvements ne se développent pas, si ces mouvements ne sont pas rassemblés et coordonnés, l'appareil ennemi conservera sa force répressive, capable de renvoyer à une date toujours plus lointaine la libération hors du fascisme et du capitalisme. Ces caractères mêmes du fas-

cisme, du représentant des intérêts du capitalisme, et les conditions particulières des rapports sociaux en Italie, où la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour, mettent en évidence la différence du régime italien et du régime polonais ou des pays balkaniques.

Le centrisme, en considération même de la faillite de sa position politique, voudrait essayer de maintenir son prestige, en proposant aux masses cet espèce de théorème révolutionnaire : « plus le fonctionnement de l'appareil répressif du capitalisme est parfait, plus la voie politique que nous prenons est juste ». Ce curieux infantilisme, appliqué à la situation italienne, signifierait que le chemin de la révolution est celui qui passe non à travers l'affaiblissement du fascisme, mais à travers son renforcement jusqu'au jour heureux où le capitalisme pourra faire appel à toutes les forces imposantes des différentes marques fascistes et social-démocrates, mettre sur pied toutes les forces qui sont disponibles dans la situation actuelle des rapports de force entre les classes. Ce jour-là les mitrailleuses de l'avant-garde prolétarienne auront raison de l'ennemi.

Pour les marxistes, au contraire, le chemin de la révolution est celui qui passe à travers la consolidation du bloc de tous les cadres directeurs des forces capitalistes, et de leurs partis, des fascistes aux social-démocrates, au moment où se désagrège leur contrôle et où le prolétariat peut avancer et vaincre.

Pratiquement l'effritement des forces ennemies dépend de deux facteurs essentiels : la situation économique et l'activité du prolétariat à travers son parti. Dans la situation italienne actuelle l'élément « crise économique » existe ; celui qui manque est l'activité et la capacité du parti du prolétariat ; au lieu d'une vraie capacité de lutte du parti on a, en réalité, les murs politiques dont nous avons parlé : l'action de la social-démocratie et la dévastation de la politique communiste opérée par le centrisme.

En ce qui concerne la social-démocratie, l'expérience de 10 ans du prolétariat italien n'a pas besoin d'une nouvelle illustration. Quant aux centristes, ils se donnent une peine inutile, dans leur analyse des événements de Sulmona et de Faenza, en essayant de conclure d'une distribution de tracts à la certitude de l'existence d'une organisation capable de contrôler le mouvement. Dans la situation actuelle en Italie, où l'organisation est illégale, les éléments qui permettent d'établir l'existence d'une force organisée ou d'une force capable de créer l'organisation, quand la situation le permet, sont ceux qui montrent la capacité d'un parti à encadrer politiquement les événements, et qui assure la confiance de la masse dans le parti, confiance capable d'assurer une direction et un développement aux mouvements.

En ce qui concerne la capacité politique du parti, les expé-

riences récentes parlent clairement. Pour l'attentat de De Rosa il s'est trompé au point d'atteindre les frontières de la « désorientation politique ». Pour Gortan il s'est trompé jusqu'à abandonner tout bon sens dans le borbier de la question nationale et de l'action commune avec le fascisme yougoslave.

Pour Sulmona, Faenza, c'est la trouvaille de la république des Abruzzes et de la Romagne, qui ne nous a pas été épargnée ; nous avons vu clairement que les faits ont été présentés sans la moindre corrélation et seulement dans leur succession, sans aucune connexion qui tienne compte de la situation réelle et actuelle en Italie.

Pour ce qui est du crédit de l'organisation dans la masse, Faenza, Sulmona et Milan montrent clairement que l'influence de l'organisation du parti est réduite à sa plus simple expression. D'ailleurs même si les militants du parti militent très activement dans le mouvement, cela ne suffira pas du tout à remplacer la perte énorme de crédit de l'organisation du parti en Italie surtout. Cette perte vient des erreurs internationales du mouvement et surtout du fait que ceux qui devraient diriger la révolution en Italie exercent en même temps leur répression contre l'avant-garde révolutionnaire en Russie.

Pour forcer les murs politiques entre lesquels doit se mouvoir le prolétariat en Italie, il n'y a que notre fraction qui puisse déterminer la possibilité de son extension, en rapport avec les événements économiques, sans croire que la bataille contre le centrisme pourra suffire à changer cette grave situation.



De nombreux indices permettent de dire que beaucoup d'éléments du parti se sont opposés à la tactique désastreuse du centrisme et marquent une orientation directe vers notre fraction. Les bonzes centristes s'illusionnent grandement quand ils croient que l'abondance de mensonge ou d'argent pourra perpétuer leur direction. Celle-ci sautera non à cause de notre « volonté », mais parce qu'il existe des raisons et des exigences révolutionnaires, comme le prouvent les récentes expériences.

Mais les épisodes de la réaction des éléments de base contre le centrisme, nous fournissent une expérience d'où l'on conclut avec la nécessité improbable, pour la fraction de gauche, de consacrer 99 0/0 de ses possibilités à la situation en Italie.

Le fait que Sulmona et Faenza ont précédé Milan, le fait que les manifestations de violence ont eu lieu à Faenza et Sulmona d'une manière beaucoup plus nette qu'à Milan, mettent en ligne aussi le problème de l'influence des ouvriers et des paysans dans le développement de la situation.

On connaît la thèse de la gauche qui voit dans l'unification du mouvement ouvrier et paysan sous la direction du prolétariat, la seule voie vers la libération. Cette position centrale qui est la nôtre est mise de nouveau en pleine lumière à propos de l'assassinat de Gortan. Mais le fait que ce sont les mouvements des paysans qui ont été les plus particulièrement violents, par comparaison avec les faibles mouvements de Turin et de Milan, montre par lui-même la gravité de la situation en Italie.

Le développement de la révolution en Russie nous instruit aussi à ce sujet. Si les débuts de la révolution ont été encadrés dans le mouvement ouvrier de 1905 et dans la politique magistrale du parti bolchevik durant la guerre, les premiers mouvements de masse qui ont accompagné la chute du tzarisme venaient essentiellement des paysans dans l'armée et à la campagne. On sait que la tendance spontanée, au point de vue politique, de ces mouvements, à finir dans le « défensisme » de Kamenev et de Zinoviev, a été battue par Lénine en avril 1917, et que le prolétariat sut intervenir dans le cours des événements, sut s'emparer et vaincre aussi grâce aux intérêts des paysans.

La zone agraire de l'économie capitaliste est celle qui est destinée à subir les premiers contre-coups de la crise économique en raison même de sa position dans le complexe économique, position secondaire et de moindre ressource. D'autre part le filet du fonctionnement de l'appareil de défense du capitalisme y est évidemment moins pesant et serré que dans les cités industrielles. A la campagne les forces de police sont très inférieures, et en même temps les rangs des fascistes de la première heure sont usés par le développement de la situation économique et ne peuvent plus servir de troupes « de choc » de la réaction. Dans les villes les troupes de choc sont représentées par les forces de la police et non par celles de l'organisation fasciste. Aujourd'hui, Mussolini autorise la « libre sortie » hors de ces organisations; il se souvient qu'à l'époque Mattéotti bien des forces du fascisme ont déserté, face au danger.

La qualité inférieure de l'organisation de défense capitaliste à la campagne, fournit une possibilité plus grande qu'à la ville à l'explosion du mouvement. Mais celui-ci le jour où il sortira, posera immédiatement le problème beaucoup plus complexe de la résistance. Si dans les campagnes la révolte est plus facile que dans la ville, par contre la résistance y est incomparablement plus difficile. Un mouvement local à la campagne est destiné à être rapidement étouffé par la mobilisation des forces d'une autre localité. Dans une ville, un mouvement local a de plus grandes chances de résistance.

Pour ce qui est des résultats réels du mouvement, il est évident

qu'il faut surtout dans la situation italienne réussir à ce que les mouvements de la campagne coïncident avec ceux des villes.

Le fait que Milan a suivi à peu de jours Faenza est un indice qui nous permet d'établir qu'un changement s'effectue dans la capacité de lutte des travailleurs en Italie. Mais pour atteindre à la résistance il faut une force capable de conduire la bataille. Et pour la résistance il faut une force capable d'enrayer le fonctionnement de l'appareil de répression, grâce au développement des mouvements prolétariens et au fait que ce développement détermine dès le début une sorte de résistance passive aux forces ouvrières et paysannes encadrées par le fascisme ou contrôlées par la social-démocratie, qui ensuite — d'abord localement puis d'une façon générale — passent aux côtés des insurgés.

Au moment où s'ouvre la nouvelle offensive du capitalisme contre les travailleurs, dans une situation qui, par rapport à celle de Matéotti, peut devenir beaucoup plus favorable aux développements révolutionnaires, il faut examiner avec sang-froid et sans illusions les expériences récentes. Elles nous enseignent que, contenus entre les limites de la social-démocratie et du centrisme, les mouvements en Italie sont destinés à entraîner un nouveau succès du capitalisme.

Ces expériences nous confirment que c'est seulement avec le programme communiste, et grâce aux communistes et non à la droite ou au centrisme définitivement compromis dans le mouvement italien et international, que pourra se réaliser la libération du prolétariat italien.

Unir Faenza et Milan, unir la lutte du prolétariat et des paysans, et donner une possibilité de développement à ces mouvements, seul le programme communiste appliqué par des communistes dans leur propre parti le peut.

PROMETEO.

**Les particularités essentielles de la stratégie
au cours de l'époque révolutionnaire
et le rôle du Parti**

**Du III^e au V^e Congrès
de l'Internationale Communiste**

Ces chapitres sont extraits de la Critique du Projet de programme de l'Internationale Communiste, écrite en 1923 par le camarade Trotsky. Cette Critique avait été écrite à l'intention du VI^e Congrès mondial de l'I. C., qui devait adopter le projet de programme élaboré par Boukharine et Staline. Le Bureau politique russe décida d'en communiquer certaines parties seulement aux chefs des différentes délégations étrangères. Quelques exemplaires, soigneusement numérotés, furent distribués, pour être rendus au secrétariat après communication. Le texte avait été auparavant épuré, démembré, dénaturé. De nombreux chapitres avaient été omis, et notamment toute la partie centrale, qui traite de la stratégie de l'I. C. depuis le II^e Congrès.

Depuis, il n'a pas encore été possible d'assurer l'édition complète (sauf en allemand) de ce volumineux et tout à fait important document. Nous espérons qu'une édition française paraîtra d'ici quelques mois. En attendant nous en publions ici quelques chapitres qui ont trait à l'histoire de l'I. C. entre le III^e et le V^e Congrès. Ils contribueront à éclairer de nombreux camarades. En particulier ils montreront que l'opposition de gauche a sa racine dans une lutte constante contre la politique erronée de l'I. C. surtout depuis le IV^e Congrès. Nous ne nous sommes pas élevés contre la politique de l'I. C. seulement depuis le VI^e Congrès, mais bien auparavant. Il convient de comprendre clairement ce processus si l'on veut développer et élargir aujourd'hui le champ d'action de l'opposition de gauche sur une base de principes dénuée de toute équivoque.

LE TROISIEME CONGRES ET LA QUESTION DE LA PERMANENCE DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE — SELON LENINE ET BOUKHARINE.

Dans l'évolution que l'Europe suivit après la guerre on peut distinguer 3 périodes : la première, de 1917 à 1921, la seconde, de Mars 1921 à Octobre 1923, et la troisième, d'Octobre 1923 à la grève générale anglaise, voire même jusqu'à présent.

Le mouvement révolutionnaire des masses d'après-guerre était tout à fait suffisant pour renverser la bourgeoisie. Mais il n'y avait personne pour le faire. La social-démocratie qui était à la tête des vieilles organisations de la classe ouvrière groupa toutes ses forces pour sauver le régime bourgeois. Nous attendant pendant cette période à ce que le prolétariat conquière directement le pouvoir, nous escomptions que le Parti révolutionnaire mûrirait rapidement dans le feu de la guerre civile. Mais les délais ne coïncidèrent point. Le flot d'après-guerre baissa avant que les Partis Communistes luttant contre la social-démocratie aient grandi et se soient fortifiés suffisamment pour diriger l'insurrection.

En mars 1921 le Parti Communiste Allemand fait une tentative pour utiliser le flot qui baisse et abattre d'un coup l'Etat bourgeois. La pensée qui guidait le Comité Central allemand était de sauver la République des Soviets (la théorie du socialisme dans un seul pays n'avait pas encore été proclamée). Il se trouva pourtant que, pour vaincre, la résolution de la direction et le mécontentement des masses ne suffisaient pas ; il fallait toute une série d'autres conditions et surtout une liaison étroite entre la direction et les masses, ainsi que la confiance de celles-ci envers la direction. Cette condition manquait.

Le Troisième Congrès de l'Internationale Communiste est le jalon qui marque la séparation entre la deuxième et la troisième période ; il établit que les ressources politiques et d'organisation des Partis Communistes étaient insuffisantes pour conquérir le pouvoir ; il mit en avant le mot d'ordre « vers les masses », c'est-à-dire vers la conquête du pouvoir *par la conquête préalable des masses* en se basant sur leur lutte et leur vie quotidiennes. Car même dans les conditions d'une époque révolutionnaire, les masses vivent la vie de tous les jours, quoiqu'elles le fassent d'une façon différente.

Cette façon d'aborder le problème se heurta au Congrès à une résistance furieuse dont l'inspirateur théorique était Boukharine. Il se plaçait alors au point de vue de sa révolution permanente et non de celle de Marx : *puisque* le capitalisme est vidé, *alors* il faut mener sans discontinuer l'offensive révolutionnaire pour obtenir la victoire. La position de Boukharine se réduisit toujours à des syllogismes de ce genre.

Il va de soi que je n'ai jamais partagé la théorie de Boukharine sur la révolution « permanente » selon laquelle on ne peut concevoir dans le processus révolutionnaire aucune discontinuité : périodes de stagnation, reculs, revendications transitoires, etc... Au contraire, dès les premiers jours d'Octobre j'ai combattu cette caricature de la révolution permanente.

Quand je parlais, comme Lénine, de l'incompatibilité existant entre la Russie Soviétique et le monde de l'impérialisme, j'avais en vue la grande courbe de la stratégie et non ses sinuosités de tactique. Au contraire, Boukharine, avant qu'il ne se transforme en son antinomie, développa invariablement sa caricature scolastique de la compréhension marxiste de la révolution continue. Pendant toute l'époque du « communisme de gauche » Boukharine estima que la révolution n'admettait ni retraites, ni compromis provisoires avec l'ennemi. Bien longtemps après le problème posé à Brest-Litovsk en face duquel mon attitude n'eut rien de commun avec celle de Boukharine, ce dernier avec toute l'aile ultra-gauche de l'Internationale Communiste d'alors adopta la ligne des journées de Mars 1921 en Allemagne estimant que si l'on ne « galvanisait » pas le prolétariat d'Europe, s'il ne se produisait pas encore et toujours de nouvelles déflagrations révolutionnaires, le pouvoir des Soviets allait inévitablement périr. Bien que j'eusse conscience des dangers incontestables qui se dressaient devant ce pouvoir, cela ne m'empêcha pas de lutter implacablement, la main dans la main avec Lénine, lors du III^e Congrès, contre cette parodie putschiste de la conception marxiste de la révolution permanente. Nous avons répété des dizaines de fois pendant ce Congrès en nous adressant aux gauchistes impatients : ne vous hâtez pas de nous sauver ; ainsi vous ne feriez que vous perdre et par conséquent nous aussi avec vous ; suivez la voie de la lutte systématique pour conquérir les masses, pour arriver à la conquête du pouvoir ; c'est de votre victoire que nous avons besoin et non pas de ce que vous soyez prêts à vous battre pour nous dans des conditions défavorables ; nous autres, en Russie Soviétique nous maintiendrons nos positions en nous basant sur la NEP et nous irons quelque peu de l'avant ; vous aurez encore le temps de venir en temps voulu à notre aide, en créant vos forces et en profitant d'une situation favorable.

Quoique cela se passât après le X^e Congrès qui interdit la formation des fractions, Lénine pourtant prit l'initiative de créer le noyau d'une nouvelle fraction pour lutter contre l'ultra-gauchisme qui était fort à cette époque ; dans nos conférences intimes Lénine posait nettement la question de déterminer dans quelles voies il faudrait poursuivre ultérieurement la lutte si le III^e Congrès venait à faire sienne l'attitude de Boukharine. Notre « fraction » d'alors

ne s'étendit pas parce que les adversaires, déjà lors du Congrès, « restreignirent » fortement « leur front... »

Naturellement Boukharine s'écartait à gauche du marxisme plus que les autres. A ce même III^e Congrès, et après celui-ci il combattit une idée que je développais : celle de l'inéluctabilité d'un relèvement de la conjoncture économique en Europe; pour ma part je m'attendais à ce qu'après une série de défaites du prolétariat ce relèvement inévitable porte non pas un coup à la révolution, mais au contraire détermine une nouvelle poussée de la lutte révolutionnaire. Boukharine qui se plaçait à son point de vue de la permanence scolastique non seulement de la crise économique, mais aussi de la révolution dans son ensemble, me combattit longuement d'après ce point de vue, jusqu'à ce que les faits ne l'aient forcé à reconnaître, comme toujours avec beaucoup de retard, qu'il s'était trompé.

Lors des III^e et IV^e Congrès Boukharine combattit la politique du front unique et des revendications transitoires, en partant de sa conception mécanique de la permanence du processus révolutionnaire.

On pourrait suivre la lutte de ces deux tendances, celle de la conception marxiste, synthétique, du caractère continu de la révolution prolétarienne et celle de la particularité individuelle de Boukharine, dans toute une série d'autres questions aussi bien de détail que de première importance. Mais c'est inutile; au fond l'attitude qu'adopte Boukharine aujourd'hui est la même scolastique d'ultra-gauche « de la révolution permanente », présentée simplement à rebours. Si par exemple jusqu'en 1923 Boukharine estimait que sans crise économique et guerre civile permanentes en Europe la République des Soviets périrait, par contre, à présent il a découvert une recette permettant en général de construire le socialisme en se passant de la révolution internationale. La permanence boukharinienne retournée de cette façon n'en est pas devenue meilleure, d'autant plus que trop souvent les dirigeants actuels de l'Internationale Communiste combinent l'opportunisme de leur attitude d'aujourd'hui avec l'esprit d'aventures de celle qu'ils adoptaient hier, et vice-versa.

Le Troisième Congrès fut un jalon de grande importance. Ses enseignements sont vivants et féconds jusqu'à aujourd'hui. Le IV^e Congrès n'a fait que les rendre plus concrets. Le mot d'ordre du Troisième Congrès ne disait pas simplement : *vers les masses*, mais *vers le pouvoir en conquérant au préalable les masses*. Après que la fraction dirigée par Lénine (et qu'il appelait en guise d'affirmation l'aile « droite ») eut avec intransigeance rappelé le Congrès pendant toute sa durée à plus de retenue, Lénine convoqua à la fin de celui-ci une petite conférence lors de laquelle il donna un aver-

tissement prophétique : souvenez-vous qu'il s'agit simplement de prendre bien l'élan pour faire le saut révolutionnaire; la lutte pour les masses, c'est la lutte pour le pouvoir.

Les événements de 1923 ont montré que non seulement les « dirigés » mais même bien des dirigeants n'avaient pas assimilé cette position de Lénine.

LES EVENEMENTS DE 1923 EN ALLEMAGNE ET LES LEÇONS D'OCTOBRE

Le point critique qui inaugure la nouvelle période de l'évolution de l'Internationale Communiste après Lénine est formé par les événements de 1923 en Allemagne. L'occupation de la Ruhr par les troupes françaises (au début de 1923) signifiait qu'il se produisait une rechute du chaos guerrier en Europe. Quoique ce second accès de la maladie fut incomparablement plus faible que le premier, mais étant donné qu'il s'abattait sur l'organisme de l'Allemagne épuisée jusqu'au bout, il fallait dès le début s'attendre à des conséquences révolutionnaires aiguës. La direction de l'Internationale Communiste n'en tint pas compte en temps voulu. Le Parti Communiste Allemand continuait encore à suivre le mot d'ordre du III^e Congrès, qui l'avait éloigné avec fermeté de la voie du putschisme menaçant, mais qui fut assimilé d'une façon unilatérale. Il a déjà été dit plus haut qu'à notre époque de revirements brusques ce qui est le plus difficile pour une direction révolutionnaire, c'est de savoir au moment voulu tâter le pouls de la situation politique, percevoir son inflexion brusque et donner en temps voulu un ferme coup de barre. De pareilles qualités de la direction révolutionnaire ne s'obtiennent pas simplement par le fait de prêter serment à la dernière circulaire de l'Internationale Communiste : elles se conquièrent, si les prémices théoriques indispensables existent, par l'expérience acquise par soi-même et en pratiquant l'auto-critique véritable. Ce n'est pas sans peine que fut exécuté le revirement brusque conduisant de la tactique des journées de Mars 1921 à l'activité révolutionnaire systématique dans la presse, aux réunions, dans les syndicats et au Parlement. Après que la crise due au revirement fut vaincue, grandit le danger de voir se développer une nouvelle déviation unilatérale de caractère nettement opposé. La lutte quotidienne pour conquérir les masses absorbe toute l'attention; elle élabore sa propre routine dans la tactique; elle empêche de voir les problèmes stratégiques qui se déduisent des modifications de la situation objective.

En été 1923 la situation intérieure de l'Allemagne, surtout en rapport avec la faillite de la tactique de la résistance passive prit

le caractère d'une catastrophe. Il devenait tout à fait clair que la bourgeoisie allemande ne parviendrait à sortir de cette situation « sans issue » que si le Parti Communiste ne comprenait pas que la bourgeoisie en était là, et n'en tirait pas pour lui-même toutes les conclusions révolutionnaires nécessaires. Mais justement le Parti Communiste qui avait la clef entre ses mains s'en servit pour ouvrir les portes à la bourgeoisie.

Pourquoi la révolution allemande n'a-t-elle pas abouti à la victoire ? Les causes de ce fait doivent être entièrement recherchées dans la tactique et non pas dans les conditions accessoires. Nous avons eu là un exemple classique d'une situation révolutionnaire marquée. Il n'aurait été possible de mener le prolétariat allemand au combat que si celui-ci avait pu se convaincre de ce que cette fois-ci la question se posait nettement, que le Parti Communiste était prêt à aller à la bataille et était capable d'assurer le triomphe. Mais le Parti Communiste exécuta ce revirement sans conviction et avec un retard extraordinaire. Non seulement les droitiers, mais aussi les gauchistes, malgré la lutte acharnée qu'ils se livraient, envisagerent jusqu'en Septembre-Octobre avec un assez grand fatalisme le processus du développement de la révolution.

Il sied à un pédant et non à un révolutionnaire d'examiner à présent, *post-factum*, à quel point la conquête du pouvoir aurait été « garantie » si il y avait eu une politique juste. Bornons-nous à citer à ce sujet un magnifique témoignage de la *Pravda*, témoignage pourtant dû uniquement au hasard, puisqu'il fut tout à fait isolé et contredit par tous les autres jugements portés par ce journal.

« Si en mai 1924, en face d'une certaine stabilisation du mark, d'une certaine consolidation de la bourgeoisie, du passage des couches moyennes et de la petite bourgeoisie aux nationalistes, après une crise profonde du Parti, après une cruelle défaite du prolétariat, si après tout cela les communistes ont réussi à recueillir 3.700.000 voix, il est clair qu'en Octobre 1923, en face d'une crise sans exemple de l'économie, de la désagrégation complète des classes moyennes, de la confusion la plus épouvantable régnant dans les rangs de la social-démocratie sur un fond de contradictions puissantes et brutales au sein même de la bourgeoisie et d'un état d'esprit combattif inouï des masses prolétariennes dans les centres industriels, le Parti Communiste avait avec lui la majorité de la population; il aurait pu et dû combattre, il avait toutes les chances de réussir ». (*Pravda*, 25 mai 1924).

Citons encore les paroles d'un délégué allemand, dont le nom nous est inconnu, parlant au V^e Congrès :

« Il n'existe pas en Allemagne un seul ouvrier conscient qui ne sache que le Parti aurait dû alors entrer dans la bataille, au lieu de l'éviter.

« Les dirigeants du Parti Communiste Allemand ont oublié que le rôle du Parti est d'avoir sa valeur propre; c'est là une des causes principales de la défaite d'Octobre ». (*Pravda*, 24 Juin 1924).

On a raconté au cours des discussions bien des choses au sujet de ce qui s'était passé au courant de 1923, surtout de la seconde moitié de cette année, dans les sphères supérieures du Parti Communiste Allemand et de l'Internationale Communiste; pourtant ce qui a été dit à ce sujet est souvent loin de correspondre toujours à ce qui s'est passé en réalité. C'est surtout Kousinen qui a apporté de la confusion dans ces questions; en 1924-26 il avait pour tâche de démontrer que la direction de Zinoviev avait été salutaire, de même qu'à partir d'une certaine date de 1926 il se mit à prouver que cette direction fut néfaste. L'autorité nécessaire pour pouvoir établir de pareils jugements responsables est conférée à Kousinen par le fait que lui-même en 1918 fit tout ce qui était dans la mesure de ses modestes forces pour faire périr la révolution du prolétariat finlandais.

On a essayé plus d'une fois de m'attribuer, après coup, une solidarité avec la ligne de conduite de Brandler : en U.R.S.S. cela s'opérait en se camouflant, car là-bas nombreux étaient ceux qui savaient comment les choses s'étaient passées; en Allemagne on procédait ouvertement, car là personne ne savait rien. C'est tout à fait par hasard que j'ai entre les mains un fragment imprimé parlant de la lutte tendue dans le domaine des idées qui se déroula dans notre Comité Central au sujet des problèmes de la révolution allemande. Dans la documentation concernant la conférence de Janvier de 1924 le Bureau Politique m'accusa nettement d'avoir eu une attitude méfiante et hostile envers le Comité Central du Parti Communiste Allemand au cours de la période qui précéda sa capitulation. Voilà ce qu'on raconte dans cette documentation :

« ... le camarade Trotsky avant de quitter la séance du Comité Central (Plenum de Septembre 1923) prononça un discours qui émut profondément tous les membres du Comité Central, dans lequel il disait que soi-disant la direction du Parti Communiste Allemand ne valait rien, que le Comité Central de ce Parti était pénétré de fatalisme, ne faisait que bailler aux corneilles, etc... Par suite, déclara le camarade Trotsky, la révolution allemande est condamnée à périr. Ce discours produisit sur tous les assistants une impression déprimante. Mais l'énorme majorité des camarades estimait que cette philippique était liée à un épisode (?!), n'ayant rien à faire avec la révolution allemande, qui s'était produit lors du Plenum du Comité Central et que ce discours ne correspond pas à l'état des choses objectif ». (*Documentation sur la conférence du*

Parti Communiste Russe, Janvier 1924, page 14; souligné par nous).

Quelle que soit la façon dont les membres du Comité Central aient interprété ma mise en garde, qui n'était pas la première, celle-ci avait été uniquement dictée par les soucis que j'avais quant au sort de la révolution allemande. Malheureusement la suite des événements lui donna entièrement raison; entre autres parce que la majorité du Comité Central du Parti dirigeant, de son propre aveu, n'avait pas compris en temps voulu que mon avertissement « correspondait » parfaitement « à l'état de choses objectif ». Certes, je n'ai pas proposé de substituer en hâte au Comité Central brandlérien quelque autre; (une pareille substitution s'accomplissant à la veille d'événements décisifs aurait été simplement une manifestation d'esprit aventurier); j'avais proposé dès l'été de 1923 une façon plus opportune et décisive d'aborder la question du passage à l'insurrection et en conséquence de la mobilisation de nos forces pour aider le Comité Central du Parti Allemand. La tentative faite plus tard de m'attribuer une solidarité avec la ligne de conduite du Comité Central brandlérien dont les erreurs n'étaient que le reflet des fautes générales de la direction de l'Internationale Communiste est surtout due à ce que, déjà après la capitulation du Parti Allemand je me suis opposé à ce que l'on fasse de Brandler un bouc émissaire, quoique (ou plutôt parce que) je jugeais la défaite allemande comme infiniment plus sérieuse que ne le faisait la majorité du Comité Central. Dans ce cas comme dans d'autres je me suis dressé contre un système inadmissible, qui, comme rançon de l'infailibilité de la direction centrale détrône périodiquement les centres nationaux qui sont alors soumis à une persécution sauvage et même chassés du Parti.

Dans les *Leçons d'Octobre* que j'écrivis sous l'impression de la capitulation du Comité Central allemand je développais l'idée que dans les conditions de l'époque actuelle une situation révolutionnaire peut en quelques jours être perdue pour plusieurs années.

Il est difficile de le croire, mais on qualifia cette opinion de « blanquisme » et d'« individualisme ». Les innombrables articles écrits contre les *Leçons d'Octobre* divulguèrent combien l'expérience du coup d'Etat d'Octobre était oubliée à fond, et à quel point les enseignements de celui-ci avaient peu pénétré dans les consciences. Charger les « masses » en déplaçant vers elles la responsabilité des erreurs de la direction, ou amoindrir la signification de la direction en général, pour en diminuer ainsi la culpabilité: c'est là une attitude typiquement menchévique qui découle de l'incapacité de comprendre par la dialectique, la « superstructure » en général, la superstructure de la classe qu'est le Parti, la superstructure du Parti qu'est son centre dirigeant. Il y a des époques

où Marx et Engels ne peuvent faire gagner un seul pouce à l'évolution historique en lui donnant un coup de cravache; il en est d'autres où des hommes de taille bien moindre qui sont à la barre peuvent retarder le développement de la révolution internationale pour toute une série d'années.

Les tentatives faites au cours des derniers temps pour présenter les choses comme si j'avais répudié les *Leçons d'Octobre* sont tout à fait absurdes. Il est vrai que j'ai « reconnu » une « erreur » secondaire; lorsque j'écrivais les *Leçons d'Octobre* c'est-à-dire en été 1924, il me semblait que Staline avait eu en automne 1923 une attitude qui était plus à gauche (c'est-à-dire centre-gauche), que celle de Zinoviev. Je n'étais pas au courant de la vie intérieure du groupe qui jouait le rôle de centre secret de la fraction de l'Appareil de la majorité. Les documents publiés après la scission de ce groupe fractionnel, surtout la lettre purement brandlérienne de Staline à Zinoviev et à Boukharine, m'ont convaincu que le jugement que j'avais porté sur les groupements de personnalités était inexact; toutefois cette inexactitude n'a rien à voir avec le fond des problèmes posés. D'ailleurs l'erreur au point de vue personnes ne fut pas si grande; le centrisme est capable il est vrai de décrire de grands zigzags vers la gauche, mais comme l'a démontré de nouveau l'évolution de Zinoviev, il est absolument incapable de suivre une ligne de conduite révolutionnaire quelque peu systématique.

Les idées que j'avais développées dans les *Leçons d'Octobre* conservent encore à présent toute leur force. Il y a plus : après 1924 elles ont été encore et de nouveau confirmées.

Parmi les nombreuses difficultés du coup d'Etat prolétarien il en est une qui est tout à fait précise, concrète, spécifique; elle découle de la situation et des tâches d'une direction révolutionnaire du Parti. Lors d'un revirement brusque des événements les partis mêmes les plus révolutionnaires risquent de se mettre en retard et d'opposer les mots d'ordre ou les méthodes de lutte d'hier aux tâches et aux besoins nouveaux. Or il ne peut y avoir en général de revirement plus brusque que celui que crée la nécessité de l'insurrection du prolétariat. C'est précisément ici que surgit le danger que la direction du Parti, la politique du Parti dans son ensemble ne corresponde pas à la conduite de la classe et aux exigences de la situation. Quand la vie politique se déroule relativement lentement, de pareilles discordances finissent par se résorber, tout en causant des dommages, mais sans provoquer de catastrophes. Tandis qu'au cours des périodes de crises révolutionnaires aiguës, on manque précisément *de temps* pour éliminer le déséquilibre et en quelque sorte rectifier le front sous le feu. Les périodes pendant lesquelles la crise révolutionnaire atteint son acuité maximum ont de par leur nature même une allure rapide. La discordance entre

la direction révolutionnaire (hésitations, oscillations, attente, tandis que la bourgeoisie exerce une poussée furieuse) et les tâches objectives, peut en quelques semaines et même en quelques jours causer une catastrophe, faisant perdre le bénéfice de nombreuses années de travail.

Evidemment le déséquilibre entre la direction et le Parti, ou bien entre le Parti et la classe peut avoir aussi un caractère opposé : c'est lorsque la direction *devance* le développement de la révolution, en confondant le cinquième mois de grossesse avec le neuvième. L'exemple le plus éclatant d'un déséquilibre de ce genre eut lieu en Allemagne en Mars 1921. Nous eûmes là-bas dans le Parti une manifestation extrême de « la maladie infantile de gauche » et par suite : le putschisme (esprit révolutionnaire d'aventures). Ce danger est tout à fait réel, même pour l'avenir. Aussi les enseignements du Troisième Congrès de l'I. C. conservent toute leur vigueur. Mais l'expérience allemande de 1923 nous a montré cruellement sur le vif un danger de nature contraire : la situation étant mûre, la direction est en retard. Quand cette direction réussit à s'aligner sur la situation, celle-ci change : les masses se retirent et le rapport des forces empire brusquement.

Dans l'échec allemand de 1923 il y eut évidemment beaucoup de particularités nationales, mais il y eut aussi des traits profondément typiques qui symbolisent un danger général. On pourrait qualifier celui-ci de *crise de la direction révolutionnaire, à la veille du passage à l'insurrection*. La base du Parti prolétarien, de par sa nature même, est bien moins encline à subir la pression de l'opinion publique bourgeoise. Or certains éléments des couches supérieures et moyennes du Parti se laisseront inévitablement aller à un degré plus ou moins fort à l'influence de la terreur matérielle et intellectuelle exercée par la bourgeoisie lors du moment décisif. On ne peut fermer les yeux pour ne pas voir ce danger. Certes il n'existe point contre lui quelque recette salutaire bonne à appliquer dans tous les cas. Mais le premier pas dans une lutte contre un péril c'est d'en comprendre la source et la nature. L'apparition inévitable ou l'extension d'un groupement de droite dans chaque Parti Communiste au cours de la période du « pré-October » reflète d'une part les difficultés objectives immenses et les dangers de faire « le saut », et d'autre part la pression furieuse de l'opinion publique bourgeoise. C'est là le fond et le sens d'un groupement de droite. C'est précisément pour cela qu'il est inévitable qu'il surgisse dans les Partis Communistes des hésitations et des réticences justement au moment où elles sont les plus dangereuses. Chez nous, en 1917, les hésitations s'emparèrent dans les couches supérieures d'une majorité; elles furent vaincues grâce à la sévère énergie de Lénine. En Allemagne c'est la direction dans son ensemble qui hésita; cette

hésitation se transmet au Parti et à travers lui à la classe. Il se trouva qu'on laissa échapper une situation révolutionnaire. En Chine le centre résista contre la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière et des paysans pauvres. Ce ne sont pas là les dernières crises de direction lors des moments historiques décisifs. Réduire ces crises inévitables au minimum constitue une des tâches les plus importantes de chaque Parti Communiste et de l'I. C. dans son ensemble. On ne peut y arriver qu'après avoir compris l'expérience d'Octobre 1917, le fonds politique de l'Opposition de droite de l'époque au sein de notre Parti, en le confrontant avec l'expérience du Parti Communiste Allemand en 1923. C'est en cela que consiste justement le sens des *Leçons d'Octobre*.

L'ERREUR STRATEGIQUE RADICALE DU V^e CONGRES

A partir de la fin de 1923 on a publié une série de documents de l'Internationale Communiste et une série de déclarations de ses dirigeants au sujet de « l'erreur de cadence » commise en automne 1923, en se référant inévitablement à Marx qui, lui-aussi, soi-disant se serait trompé en fixant des délais. En même temps, sciemment, on ne précisait pas si « l'erreur de cadence » de l'Internationale Communiste consistait à avoir sous-estimé ou au contraire surévalué la proximité du moment critique de la prise du pouvoir. Conformément au régime de comptabilité en partie double qui parvint à devenir au cours des dernières années une tradition de la direction, on laissait une place libre pour l'une et pour l'autre de ces interprétations.

Pourtant il n'est pas difficile de conclure de toute la politique de l'Internationale Communiste de cette période qu'au cours de 1924 et d'une bonne partie de 1925 la direction de l'I. C. avait adopté comme point de vue que le point culminant de la crise allemande n'était pas encore atteint. Il est donc douteux qu'il ait été convenable de se référer à Marx. Si grâce à sa perspicacité il arriva parfois à Marx d'apercevoir la révolution qui avançait plus près qu'elle n'était en réalité, par contre il ne s'est jamais produit avec lui qu'il n'ait pas reconnu le visage de la révolution quand celle-ci s'était approchée tout près, ou qu'ensuite il ait pris avec ténacité pour sa figure la partie opposée quand la situation révolutionnaire avait eu le temps de tourner le dos.

Lors de la XIII^e Conférence du Parti Communiste Russe, Zinoviev déclara en lançant dans la circulation la formule à double sens de « l'erreur de cadence » : « Le Comité Central et l'Internationale Communiste doivent vous dire que si des événements semblables se renouvelaient, dans la même situation, nous devrions

faire la même chose ». (*Pravda*, 25 Janvier 1924, N° 20). Cette promesse résonnait comme une menace.

Le 2 Février 1924 Zinoviev déclara lors de la conférence du Secours Rouge International que dans toute l'Europe la situation était la suivante : « que l'on ne pouvait s'attendre là-bas même à un intervalle de brève durée de pacifisme ne serait-ce qu'apparent, d'une pacification quelconque... L'Europe entre dans une phase d'événements décisifs... L'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë... » (*Pravda*, 2 Février 1924).

Au début de Février 1924 le Présidium du Comité Exécutif de l'I. C. dit dans une résolution sur les enseignements des événements d'Allemagne : « Le Parti Communiste Allemand ne doit pas enlever de l'ordre du jour la question de l'insurrection et de la conquête du pouvoir. Au contraire (!) cette question doit se dresser devant nous dans toute son urgence et concrètement... » (*Pravda*, 7 Février 1924).

Le 26 Mars 1924 le Comité Exécutif de l'I. C. écrivait dans son message au Parti Communiste Allemand : « L'erreur de jugement sur l'allure des événements (laquelle ? L. T.), qui se produisit en Octobre 1923, causa une masse de difficultés à notre Parti. Mais ce n'est néanmoins là *simplement qu'un épisode*. Le jugement fondamental demeure comme par le passé ». (*Pravda*, 20 Avril 1924, souligné par nous.)

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste tire de tout ceci la conclusion suivante : « que le Parti Communiste Allemand doit comme auparavant continuer de toutes ses forces l'œuvre de l'armement des ouvriers ». (*Pravda*, 19 Avril 1924).

L'immense drame historique de 1923, l'abandon sans combat d'une position révolutionnaire grandiose, était jugée six mois après comme étant un épisode. « Simplement un épisode ! » L'Europe subit encore aujourd'hui les conséquences les plus pénibles de cet « épisode ». Le fait que l'I. C. a pu pendant quatre ans ne pas convoquer son congrès, ainsi que celui de l'écrasement répété de l'aile gauche au sein de l'I. C. elle-même, constituent dans une égale mesure un résultat de l'« épisode » de 1923.

Le Cinquième Congrès se réunit huit mois après la défaite du prolétariat allemand, quand toutes les conséquences de la catastrophe apparaissaient déjà d'une façon manifeste. On n'avait alors même pas tant besoin de prévoir ce qui se passerait, que d'examiner le présent. Les tâches essentielles du Cinquième Congrès consistaient en ceci : premièrement, nommer clairement et impitoyablement la défaite par son nom, et en mettre à nu la cause « subjective », en ne permettant à personne de se dissimuler derrière les conditions objectives; deuxièmement, établir qu'une nouvelle étape allait commencer au cours de laquelle, inévitablement, pendant un

certain temps, les masses se retireraient, la social-démocratie grandirait, le Parti Communiste perdrait de son influence; troisième-ment, préparer l'I. C. à cela pour qu'elle ne soit pas surprise à l'improviste; l'armer des méthodes nécessaires aux batailles défensives et la consolider au point de vue organisation jusqu'à ce que la situation change à nouveau.

Dans toutes ces questions le Congrès adopta une attitude de caractère nettement opposé.

Zinoviev définit comme suit, lors du Congrès, la signification de ce qui s'était passé en Allemagne : « Nous attendions la révolution allemande, or elle n'est pas venue ». (*Pravda*, 22 Juin 1924). En réalité la révolution aurait eu le droit de leur répondre : moi, je suis venue, mais vous, messieurs, vous êtes venus trop tard au rendez-vous.

Les dirigeants du Congrès, de même que Brandler, estimaient que nous avions « surévalué » la situation, tandis qu'en réalité « nous » lui avions attribué trop tard une trop faible valeur. Zinoviev se consolait aisément de sa soi-disante « surévaluation ». Il apercevait autre part le mal principal.

« Avoir surévalué la situation, ce n'est pas encore ce qu'il y eut de pire. Ce qui est pis, c'est que, comme l'a montré l'exemple de la Saxe, il s'est trouvé dans les rangs de notre Parti bien des survivances de la social-démocratie ». (*Pravda*, 24 Juin 1924).

Zinoviev ne voyait pas la catastrophe et il n'était pas le seul. Avec lui tout le Cinquième Congrès passa au fond à côté de la plus grande défaite de la révolution mondiale. Les événements d'Allemagne furent surtout analysés sous l'angle de la politique des communistes... au Landtag de Saxe. Dans sa résolution le Congrès approuva le Comité Exécutif d'avoir : « condamné l'attitude opportuniste du Comité Central allemand et surtout la déviation de la tactique du front unique qui s'est produite pendant l'expérience gouvernementale de Saxe (*Pravda*, 29 Juin 1924). C'est à peu près la même chose que de condamner un assassin « surtout » pour ne pas avoir enlevé son chapeau en entrant dans la maison de la victime.

« L'expérience de Saxe, insistait Zinoviev, créa une situation nouvelle. Cela menaçait d'inaugurer la liquidation de la tactique révolutionnaire de l'I. C. ». (*Pravda*, 24 Juin 1924).

Puisque l'« expérience de Saxe » était condamnée, Brandler destitué, il s'ensuivait qu'il ne restait plus qu'à passer à l'ordre du jour. « Les perspectives politiques générales, dit Zinoviev et le Congrès avec lui, demeurent essentiellement celles d'aparavant. La situation porte en soi la révolution. De nouvelles batailles de classe sont déjà de nouveau en cours; une lutte géante se déroule... » etc., etc. (*Pravda*, 24 Juin 1924).

Combien un pareil « gauchisme » est peu solide et assuré, qui retient dans son tamis des moustiques et impassiblement laisse passer des chameaux ! Ceux qui savaient voir la situation avec leurs yeux, qui mettaient en évidence l'importance de la défaite d'Octobre, qui signalaient l'inéluctabilité d'une longue époque de reflux révolutionnaire, et d'une consolidation provisoire (« stabilisation ») du capitalisme, (avec toutes les conséquences politiques qui en découlent), ceux-là, les dirigeants du V^e Congrès tentaient de les flétrir, comme des opportunistes et des liquidateurs de la révolution. C'est en cela que Zinoviev et Boukharine voyaient leur but principal. Ruth Fischer qui, avec eux, sous-estimait la défaite de l'année passée, apercevait chez l'Opposition russe : « *la perte de la perspective de la révolution mondiale, l'absence de foi en la proximité des révolutions allemandes et européennes, un pessimisme sans espoir, la liquidation de la révolution européenne* »... etc. (*Pravda*, 25 Juin 1924).

Il est inutile d'expliquer que les fauteurs les plus directs des défaites, étaient plus ardents à crier contre les « liquidateurs », c'est-à-dire contre ceux qui ne voulaient pas appeler les échecs des victoires. Ainsi Kolarov tonnait contre Radek qui avait eu l'audace de considérer la défaite du Parti Bulgare comme décisive. « Ni en Juin, ni en Septembre la défaite du Parti ne fut décisive. Le Parti Communiste de Bulgarie est solide et se prépare à de nouvelles batailles ». (Discours du camarade Kolarov au V^e Congrès).

Au lieu de l'analyse marxiste des défaites c'est la fanfaronnade bureaucratique irresponsable qui triomphe sur toute la ligne. Pourtant la stratégie bolchévique est incompatible avec la kollarovstchina suffisante et inerte.

Il y a eu bien des choses justes et indispensables dans les travaux du V^e Congrès. La lutte contre les tendances de droite qui tentaient de relever la tête ne pouvait absolument pas être différée. Mais cette lutte se fourvoyait, devenait confuse et déviait par suite du jugement radicalement faux porté sur la situation ; à cause de cela toutes les cartes étaient brouillées. On classait dans le camp de la droite ceux qui comprenaient simplement mieux et plus clairement la journée d'hier, d'aujourd'hui et du lendemain. Si au III^e Congrès les gauchistes d'alors avaient triomphé, Lénine, pour les mêmes raisons, aurait été classé dans l'aile droite avec Levi, Clara Zetkin et d'autres. La confusion dans les idées que créa la fausse orientation politique du V^e Congrès devint par la suite une source de nouveaux grands malheurs.

Le jugement établi par le Congrès en politique fut entièrement appliqué aussi dans le domaine économique. Les symptômes de la consolidation économique de la bourgeoisie allemande qui avaient déjà eu le temps de se manifester étaient niés ou considérés

comme quantités négligeables. Varga, qui présente toujours les faits économiques en les adaptant à la tendance politique dominante du jour signalait cette fois-ci aussi dans son rapport qu'« il n'existe pas de perspective pour l'assainissement du capitalisme » (V^e Congrès, *Pravda*, 28 Juin 1924).

Un an après lorsque « l'assainissement » fut rebaptisé, avec quelque retard, « stabilisation », Varga la découvrit soigneusement... après coup. A ce moment l'Opposition avait déjà eu le temps de se faire accuser de ne pas admettre la stabilisation, car elle avait eu l'audace d'en constater le début depuis une année et demi, et dès 1925 signalait les tendances qui la rongeaient. (*Où va l'Angleterre ?*).

Le V^e Congrès voyait les processus politiques fondamentaux et les groupements d'idées dans le miroir courbe de la fausse orientation: c'est de là que naquit la résolution classant l'Opposition russe comme « une déviation petite-bourgeoise ». L'histoire corrigea cette erreur à sa façon en obligeant deux ans après Zinoviev, l'accusateur principal du V^e Congrès à admettre publiquement que le noyau central de l'Opposition de 1923 avait eu raison dans les questions fondamentales de la lutte.

Nécessairement de la faute stratégique du V^e Congrès découlait l'incompréhension des processus qui se produisaient dans les social-démocraties allemande et internationale. Au Congrès on ne fit que parler de son déclin, de sa désagrégation, de son effacement. Se référant aux résultats des dernières élections parlementaires qui donnèrent au Parti Communiste 3.700.000 voix Zinoviev disait: « Si nous avons en Allemagne dans le domaine du parlementarisme la proportion de 62 communistes sur 100 social-démocrates, cela doit servir à prouver à chacun à quel point nous sommes proches de conquérir la majorité de la classe ouvrière allemande ». (*Pravda*, 22 Juin 1924).

Zinoviev ne comprenait absolument pas la dynamique du processus: au cours de cette année-là et de celles qui suivirent l'influence du Parti Communiste ne grandit pas, mais baissa; 3.700.000 voix n'étaient qu'un reste imposant de l'influence décisive que le Parti avait fin 1923 sur la majorité du prolétariat allemand; lors des vérifications ultérieures ce chiffre inévitablement dut décroître.

Tandis que la social-démocratie, au cours de 1923, s'effilochoit comme une natte pourrie, au contraire après la défaite de la révolution fin 1923 elle se redressa systématiquement, se releva, grandit, en grande partie au détriment du communisme. Parce que nous avions prévu cela (comment pouvait-on ne pas le prévoir ? !) on attribua notre prévision à notre « pessimisme ». Est-il encore besoin

de démontrer à présent après les dernières élections de Mai 1928, auxquelles la social-démocratie recueillit plus de 9 millions de voix, que c'était nous qui avions raison quand, au début de 1924, nous disions et nous écrivions qu'il était inévitable que la social-démocratie renaisse pour une certaine période, et que c'étaient les « optimistes » qui lui chantaient alors des Requiem grossièrement erronés. C'était surtout le V^e Congrès qui commettait une grossière erreur.

La seconde jeunesse de la social-démocratie comportant tous les traits de l'été de la St Martin n'est évidemment pas stable. La mort de la social-démocratie est inévitable. Mais les délais de cette mort ne sont établis nulle part. Ils dépendent également de nous-mêmes. Pour les réduire il faut savoir regarder les faits en face, distinguer en temps voulu les changements de la situation politique, appeler défaites les défaites, apprendre à prévoir le lendemain.

Si la social-démocratie allemande constitue encore aujourd'hui une force multimillionnaire, et cela précisément dans la classe ouvrière, il y a à cela deux causes immédiates : premièrement, l'échec capitulaire du Parti Communiste Allemand en automne 1923; deuxièmement, la fausse orientation stratégique du V^e Congrès.

Si en Janvier 1924 le rapport des élections communistes et social-démocrates était presque de 2 à 3, par contre, quatre ans et demi après cette proportion a empiré, n'étant que d'un peu plus de 1 à 3 ; autrement dit pendant cette période, considérée dans son ensemble, nous ne nous sommes pas rapprochés mais écartés de la conquête de la majorité de la classe ouvrière. Et cela malgré le renforcement incontestable de notre Parti qui s'est opéré au cours de l'année dernière, qui pourra et devra, si l'on pratique une politique juste, devenir le point de départ de la véritable conquête de la majorité.

Nous nous arrêterons encore par la suite aux conséquences politiques qu'entraîna l'attitude du V^e Congrès. Mais n'est-il pas clair dès à présent qu'on ne peut parler sérieusement de stratégie bolchévique, sans savoir embrasser du regard aussi bien la courbe fondamentale de notre époque dans son ensemble que ses différentes sinuosités qui à chaque moment donné ont pour la direction du Parti la même importance que les virages de la voie pour le mécanicien de la locomotive ? Marcher à pleine vitesse dans un tournant c'est inévitablement rouler sur le talus.

Pourtant c'est seulement il y a quelques mois que la *Pravda* a reconnu d'une façon plus ou moins distincte l'exactitude du jugement que précisément nous avons émis dès la fin de 1923. Le 28 Janvier de cette année (1928), la *Pravda* écrivait : « La phase d'une certaine (!) apathie et dépression qui débuta après la défaite

de 1923 et qui permit au capital allemand de consolider ses positions, commence à passer ».

La « certaine » dépression qui débuta en automne 1923, ne commence à passer qu'en 1928. Ces paroles qui furent publiées avec un retard de quatre ans, constituent une condamnation impitoyable de l'orientation erronée, établie par le V^e Congrès et aussi du système de direction qui ne divulgue pas, ne met pas en lumière les erreurs commises, mais les couvre, augmentant ainsi l'étendue de la confusion dans les idées.

Un projet de programme qui ne porte de jugement ni sur les événements de 1923, ni sur la faute radicale du V^e Congrès, ne fait ainsi simplement que tourner le dos aux véritables problèmes de la stratégie révolutionnaire du prolétariat pendant l'époque impérialiste.

« L'ERE DEMOCRATICO-PACIFIQUE » ET LE FASCISME

La capitulation du Parti Communiste Allemand en automne 1923, la suppression du terrible danger prolétarien, quoiqu'ayant subi des pertes minimales dans la guerre civile, avaient inévitablement affaibli non seulement la position du Parti Communiste mais aussi celle du fascisme. Une guerre civile, même victorieuse, sape les conditions dans lesquelles s'exerce l'exploitation capitaliste. Dès alors, c'est-à-dire dès la fin de 1923, nous étions intervenus contre l'exagération des forces du fascisme allemand et de son danger ; nous avons insisté pour montrer que le fascisme serait refoulé à l'arrière-plan, tandis que l'avant-scène de la politique dans toute l'Europe serait occupée pendant une certaine période par les groupements démocratiques et pacifiques : bloc des gauches en France, Labour Party en Angleterre ; leur renforcement à son tour exercera une poussée faisant grandir à nouveau la social-démocratie allemande. Au lieu de comprendre ce processus inévitable et d'organiser la lutte suivant une ligne de front *nouvelle*, la direction officielle continua à identifier fascisme et social-démocratie et à prophétiser leur mort simultanée au cours de la guerre civile proche.

Le problème des rapports réciproques entre les Etats-Unis et l'Europe était lié de la façon la plus intime à la question de la social-démocratie et du fascisme. Seule la défaite de la révolution allemande en 1923 permit au capitalisme américain d'aborder en plein la réalisation de ses plans pour réduire au servage l'Europe « pacifiquement », (en attendant). Dans ces conditions il fallait poser le problème américain dans toute son ampleur. Pourtant la direction du V^e Congrès passa simplement à côté de lui. Elle se basait entièrement sur la situation à l'intérieur de l'Europe sans

remarquer qu'un ajournement prolongé de la révolution européenne déplaçait d'un coup l'axe des rapports mondiaux vers une offensive de l'Amérique contre l'Europe. Cette offensive prenait le caractère d'une « consolidation » économique de l'Europe, de sa normalisation, sa pacification et « l'assainissement » des principes démocratiques. Non seulement le petit bourgeois ruiné, mais aussi l'ouvrier du rang se disaient : si le Parti Communiste n'a pas su triompher, peut-être la social-démocratie donnera-t-elle non pas la victoire, (on n'attend pas cela d'elle), mais un morceau de pain, en ranimant l'industrie grâce à l'or américain. Il aurait fallu comprendre que l'infâme fiction du pacifisme américain, doublé de dollars (après la défaite de la révolution allemande) devait devenir et devenait le facteur politique le plus important de la vie de l'Europe. La social-démocratie allemande monta grâce à ce levain, mais c'est aussi à cause de lui, dans une grande mesure que progressèrent les radicaux français et le Labour Party.

Pour contrebalancer ce nouveau front ennemi il aurait fallu montrer que l'Europe bourgeoise ne pouvait vivre et subsister qu'en tant que vassal financier des Etats-Unis, que le pacifisme de ceux-ci équivalait à une aspiration d'imposer à l'Europe un rationnement de famine. Mais au lieu de prendre précisément cette perspective comme point de départ pour lutter contre la social-démocratie avec son nouveau culte de l'américanisme, la direction de l'I. C. tourna la pointe dans le sens opposé : on nous attribua une mesquine théorie sur l'impérialisme normalisé sans guerres, ni révolutions, basé sur le rationnement américain.

Encore lors de la même séance de Février où le Présidium du Comité Exécutif de l'I. C., quatre mois avant le Congrès, mettait à l'ordre du jour du Parti Allemand l'insurrection, « dans toute son urgence et concrétion », ce Présidium appréciait de la façon suivante la situation en France qui justement alors voyait s'approcher des élections parlementaires « de gauche » : « Cette animation (précédant les élections) touche aussi les partis les plus piètres et les plus insignifiants ainsi que les groupements politiques morts. Le Parti socialiste sous les rayons des élections qui approchent se ranime et s'étale... » (*Pravda*, 7 Février 1924). Tandis qu'en France s'avancé manifestement une vague de gauchisme pacifiste petit-bourgeois qui s'emparait aussi de vastes milieux ouvriers, affaiblissant simultanément aussi bien le Parti du prolétariat que les détachements fascistes du capital, tandis qu'en un mot approchait la victoire du « bloc des gauches » la direction de l'I. C. partait d'une perspective directement opposée; elle niait totalement la possibilité d'une phase de pacifisme; à la veille des élections de Mai 1924 elle parlait du Parti Socialiste Français, c'est-à-dire du défenseur de l'aile gauche du pacifisme petit-bourgeois, comme d'un « groupement politique »

déjà « mort ». Dès alors nous avons protesté dans une lettre spéciale adressée à la délégation du Parti Communiste (bolchévik) de l'U.R.S.S. contre ce jugement à la légère porté sur le Parti social-patriote. Ce fut en vain ! La direction de l'I. C. avec entêtement considérait que fermer les yeux pour ne pas voir les faits, c'est faire preuve de « gauchisme ». C'est de là que naquit la polémique sur le pacifisme démocratique, polémique défigurée, désaxée et encrassée comme toujours au cours des dernières années qui apporta tant de trouble dans la conscience des Partis de l'I. C. Les représentants de l'Opposition furent accusés d'avoir des préjugés réformistes, simplement parce que nous ne partagions pas ceux de la direction de l'I. C. et que nous avions prévu en temps voulu que la défaite subie par le prolétariat allemand sans avoir livré bataille ferait inévitablement venir sur la scène (après que les tendances fascistes se seraient intensifiées pendant un temps bref) les partis petit-bourgeois et renforcerait la social-démocratie.

On a déjà signalé plus haut que, lors de la conférence du Secours Rouge International, trois à quatre mois avant la victoire du Labour Party et du bloc des gauches en France, Zinoviev en polémiquant visiblement contre moi déclara : « Dans presque toute l'Europe la situation est telle qu'on ne puisse s'attendre là-bas même à un intervalle de brève durée de pacifisme, ne serait-ce qu'apparent, d'une pacification quelconque... L'Europe entre dans une phase d'événements décisifs...

L'Allemagne va, semble-t-il, vers une guerre civile aiguë ». (*Pravda*, 2 Février 1924).

Zinoviev, semble-t-il, a tout à fait oublié que déjà lors du IV^e Congrès en 1922 j'avais réussi en commission, en face d'une résistance assez entêtée de Zinoviev lui-même et de Boukharine, à introduire un amendement (assez atténué, il est vrai) dans la résolution du Congrès ; cet amendement parlait de l'instauration proche d'une ère « pacifiste et démocratique », constituant une étape probable dans la voie du déclin politique de l'Etat bourgeois en tant qu'antichambre de la domination du communisme ou... du fascisme.

Lors du V^e Congrès qui se réunit après qu'aient surgi les gouvernements de « gauche » en Angleterre et en France, Zinoviev se souvint très à propos de mon amendement et le lut à haute voix : « La situation internationale politique au moment présent est caractérisée par le fascisme, l'état de siège et la vague de terreur blanche qui grandit contre le prolétariat. Mais ceci n'exclut pas la possibilité que dans un avenir très proche, dans les pays qui ont le plus d'importance, il se substitue à la réaction bourgeoise ouverte « une ère démocratique et pacifiste ».

Zinoviev ajouta avec satisfaction à cette citation : « Cela a été dit en 1922. Ainsi il y a de cela un an et demi l'ère démocratico-pacifique fut nettement prédite par l'Internationale Communiste ». (*Pravda*, 22 Juin 1924).

La vérité est la vérité. La prévision dont on me fit longtemps grief comme étant une déviation « pacifiste » (comme étant *ma* déviation et non celle du cours des événements) vint à point au V^e Congrès lors de la lune de miel des ministères Mac-Donald et Herriot. Il en est malheureusement ainsi en général en ce qui concerne les prévisions.

Il faut ajouter à cela que Zinoviev et la majorité du V^e Congrès s'étaient assimilé trop à la lettre l'ancienne perspective de « l'ère pacifiste et démocratique » en tant qu'étape de la désorganisation du capitalisme. C'est bien ce que Zinoviev prêcha au V^e Congrès. « L'ère démocratico-pacifique est un symptôme de la désagrégation du capitalisme ». Il le dit de nouveau dans son discours de clôture : « Je répète, que précisément l'ère démocratico-pacifique est un symptôme de désagrégation et de sa crise incurable ». (*Pravda*, 1^{er} Juillet 1924).

Cela aurait été vrai, s'il n'y avait pas eu la crise de la Ruhr, si l'évolution s'était effectuée plus régulièrement, sans ce « saut » de l'histoire. Cela aurait été doublement et triplement vrai si le prolétariat allemand avait triomphé en 1923. Dans ce cas le régime de Mac-Donald et de Herriot n'auraient eu que le sens du « kerenskysme » anglais et français. Mais la crise de la Ruhr se déclancha posant nettement la question de savoir qui serait le maître dans la maison. Ce n'est pas une victoire que le prolétariat allemand remporta mais bien une défaite décisive qu'il subit et cela sous une forme telle qu'elle devait au plus haut point encourager et renforcer la bourgeoisie allemande. La foi dans la révolution était sapée dans toute l'Europe pour plusieurs années. Dans ces conditions les gouvernements Mac-Donald et Herriot n'avaient nullement le sens de kerenskysme, ni en général de désagrégation de la bourgeoisie; ils pouvaient et devaient devenir simplement les précurseurs éphémères de gouvernements bourgeois plus sérieux, plus solides, plus sûrs d'eux-mêmes. Le V^e Congrès ne comprit pas cela; en effet n'ayant pas estimé à leur juste valeur les proportions de la catastrophe allemande, ayant réduit celle-ci à la simple question de la comédie au Landtag de Saxe, il ne se rendit pas compte de ce que le prolétariat d'Europe sur tout le front était déjà en état de retraite politique; que la tâche qui incombait était non pas l'insurrection, mais une orientation nouvelle, des batailles d'arrière-garde, la consolidation, surtout dans les syndicats, des positions du Parti au point de vue organisation.

En liaison avec la question de l'« ère » se développa une

polémique sur le fascisme tout aussi défigurée et désaxée. L'Opposition expliquait que la bourgeoisie n'avance son épaulement fasciste qu'à l'instant où un péril révolutionnaire immédiat menace les bases mêmes de son régime, lorsque les organes normaux de l'Etat bourgeois se trouvent être insuffisants. En ce sens le fascisme actif correspond à un état de guerre civile du côté de la société capitaliste contre le prolétariat insurgé. Par contre la bourgeoisie est obligée de mettre en avant son épaulement de gauche, social-démocrate, où bien à une époque précédant la guerre civile afin de tromper, pacifier et désagréger le prolétariat, ou bien après avoir sérieusement vaincu, pour longtemps, les vastes masses du peuple, quand pour rétablir le régime normal on est forcé de les mobiliser, dans la voie parlementaire, et avec elles les ouvriers qui n'ont plus confiance dans la révolution. Pour contrebalancer cette analyse absolument indiscutable au point de vue théorique, justifiée par tout le cours de la lutte, la direction de l'I. C. avança une affirmation absurdemment simpliste sur l'identité de la social-démocratie et du fascisme. En se basant sur le fait incontestable que la social-démocratie ne se distingue en témoignant aux fondements de la société bourgeoise tout autant d'attachement que le fascisme, qu'elle est toujours prête au moment du danger à faire avancer ses Noske, la direction de l'I. C. biffa en général d'un trait toute différence politique entre social-démocratie et fascisme, et en même temps la distinction entre la période de guerre civile se déroulant ouvertement et celle de la « normalisation » de la lutte des classes. En un mot tout fut culbuté, troublé et confondu pour conserver l'apparence d'une orientation vers le développement immédiat de la guerre civile, comme si rien de particulier ne s'était passé en automne 1923 en Allemagne et en Europe : simplement un épisode !

Pour montrer quelle fut la direction suivie par cette polémique et quel niveau elle atteignit il faut citer l'article de Staline : « A propos de la situation internationale » (*Pravda*, 20 Septembre 1924) : « Certains pensent — disait Staline, en polémiquant contre moi — que la bourgeoisie est venue au « pacifisme » et au « démocratisme », non pas par nécessité, mais de sa propre volonté, comme qui dirait, par son libre arbitre ».

Cette thèse fondamentale historique et philosophique, sur laquelle il serait humiliant d'insister, était suivie par deux conclusions politiques essentielles : « Premièrement, il est faux que le fascisme ne soit qu'une organisation de combat de la bourgeoisie. Le fascisme n'est pas seulement une catégorie (?) militaire et technique ».

On ne peut comprendre pourquoi une organisation de combat de la société bourgeoise doit être considérée comme une « catégorie » technique et non pas politique. Mais alors qu'est donc le fascisme ?

Il y est indirectement répondu lorsqu'on dit : « La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme ».

On peut dire que la social-démocratie est l'aile gauche de la société bourgeoise; cette définition sera tout à fait juste, à condition seulement qu'on ne la comprenne pas d'une façon trop simpliste : il ne faut pas oublier que la social-démocratie continue encore à entraîner des millions d'ouvriers; elle est donc obligée de compter dans certaines limites non seulement avec la volonté de son patron bourgeois, mais aussi avec les intérêts de son mandant prolétarien escroqué. Mais il serait absurde de définir la social-démocratie comme « l'aile modérée du fascisme ». Où se fourre alors dans tout cela la société bourgeoise ? Pour s'orienter même de la façon la plus élémentaire en politique il ne faut pas tout ramasser en un seul tas, mais distinguer que la social-démocratie et le fascisme constituent les pôles du front bourgeois (*unis au moment du danger*), mais pôles quand même. Faut-il insister là-dessus à présent après les élections de Mai 1928 caractérisées à la fois par le déclin du fascisme et la croissance de la social-démocratie, à laquelle, soit dit à ce propos, le Parti Communiste, proposait cette fois-ci encore de faire le front unique de la classe ouvrière ?

« Deuxièmement, dit l'article, il est faux que les batailles décisives soient déjà passées, que le prolétariat ait été battu au cours de celles-ci, que par conséquent la bourgeoisie se soit consolidée. Il n'y a pas encore eu de combats décisifs, ne serait-ce que (?) parce qu'il n'y a pas eu encore de véritables Partis bolchéviques de masse ».

Il se trouve que la bourgeoisie n'aurait pas pu se consolider parce qu'il n'y avait pas eu de batailles; or il n'y avait pas eu de batailles « ne serait-ce » que parce qu'il n'y avait pas de Parti bolchévique. Ainsi ce qui empêche la bourgeoisie de se renforcer... c'est l'absence d'un Parti bolchévique. Or en réalité, c'est précisément parce qu'il n'y avait pas, non pas tant de Parti, mais plutôt de direction bolchévique, que la bourgeoisie a précisément pu rendre sa position plus solide. Si une armée se trouvant dans une situation critique capitule devant l'ennemi sans combattre, cela remplace parfaitement une « bataille décisive » aussi bien dans la politique que dans la guerre. Déjà en 1850 Engels enseignait qu'un parti qui laisse échapper une situation révolutionnaire disparaît pour longtemps de la scène. Mais qui ignore donc encore qu'Engels qui vécut « avant l'impérialisme » à l'heure actuelle est périmé ? C'est bien ce que Staline écrit : « Il est impossible sous l'impérialisme que des combats soient livrés pour la dictature, s'il n'existe pas de pareils Partis (bolchéviques) ».

On en est réduit à croire que ces batailles étaient possibles à l'époque d'Engels, lorsque la loi de l'évolution inégale n'avait pas

encore été découverte. Tout cet enchaînement de dissertations est couronné, comme il sied, par une prévision politique : « Enfin il est faux... que par le « pacifisme » on doive obtenir une consolidation du pouvoir de la bourgeoisie, un ajournement de la révolution pour un temps indéterminé ».

Néanmoins l'ajournement s'est produit non pas d'après Staline, mais selon Engels. Un an plus tard, lorsqu'il apparut clairement même à des aveugles que la position de la bourgeoisie était devenue plus forte et que la révolution avait reculé pour un temps indéterminé, Staline se mit à nous accuser de... ne pas admettre la stabilisation. Cette accusation devint particulièrement pressante pendant la période où la « stabilisation » commença déjà à se crevasser de nouvelles fissures, lorsqu'en Angleterre et en Chine s'avançait un nouveau flot révolutionnaire. Et toute cette confusion désespérante tenait lieu et place de direction à suivre. Il faut signaler que la définition du fascisme et de ses rapports avec la social-démocratie donnée dans le projet (chapitre II), malgré la double-sens tolérés sciemment (pour garder un lien avec le passé) est bien plus raisonnable et juste que le schéma stalinien cité plus haut qui était au fond celui du V^e Congrès. Mais cette légère progression ne tranche pas la question. Un programme de l'Internationale Communiste ne peut pas, après l'expérience de la décade écoulée, se passer de caractériser la situation révolutionnaire, comment elle se forme et disparaît, sans signaler les erreurs classiques commises en jugeant cette situation, sans expliquer comment le machiniste doit se conduire dans les virages, — sans inculquer aux Partis cette vérité, qu'il est des situations où le succès de la révolution mondiale dépend de deux ou trois jours de lutte.

L. TROTSKY.

La position de Marx sur la question syndicale et la "Révolution Proletarienne"

La *Révolution Proletarienne* a publié il y a quelque temps la fameuse conversation de Marx avec Hamann, de l'Union Lassallienne des ouvriers métallurgistes. Et les chevaliers de l'« indépendance » syndicale de la *R. P.* ont l'air de vouloir prouver que dès 1869 Marx était déjà... un partisan de Monatte.

Quiconque est tant soit peu au courant du mouvement ouvrier en Allemagne, sait combien on a discuté au sujet de l'interprétation de cette conversation, longtemps avant la guerre. Chaque tendance interprétait cette conversation dans son sens à elle. En 1929, après les larges discussions d'avant-guerre, après la grande discussion syndicale en Russie en 1920 où Lénine formulait sa plate-forme syndicale sur la base des pensées de Marx que la *R. P.* vient justement de « découvrir », nos chevaliers de la *R. P.* ouvrent une campagne naïve et joyeuse contre le communisme en s'appuyant sur cette citation ; ce fait dénote une telle ignorance que nous nous voyons obligés, dans l'intérêt de la juste orientation des ouvriers révolutionnaires, de traiter cette question plus à fond. Cela est d'autant plus nécessaire que le P. C. français entré dans la *troisième période* de la paralysie générale progressive, est absolument incapable d'opposer quelque résistance à la naïve démagogie des chevaliers du syndicalisme.



Pour bien saisir le sens des paroles de Marx il faut *avant tout* savoir à *quelle période du mouvement ouvrier*, dans *quelles conditions* et à *qui* Marx les a dites. Autrement la confusion est inévitable.

Peut-être un passage d'une lettre de Marx à Engels, écrite immédiatement après la conversation avec Hamann, apportera-t-il une certaine clarté au lecteur :

« J'ai justement perdu une heure à bavarder — écrit Marx à Engels — avec une délégation de quatre Lassalliens... j'ai été *évidemment* très *réserve* et *diplomatique*, mais j'ai cependant *sub rosa* dit ce qu'il fallait. Nous nous sommes quittés en bons amis... » (Tout est souligné par nous. J. G.).

Ces quelques lignes jettent une lumière crue sur la situation du mouvement ouvrier de l'époque. C'était en automne 1869. En Allemagne régnait le Lassallisme, sous la forme de l'*Union générale des ouvriers allemands* fondée par Lassalle en 1863, et dont Schweitzer, après la mort de Lassalle, avait pris la direction. Ceux qui plus tard sont devenus les marxistes, les *Eisenacher* comme on les appelait, étaient encore au début de leur développement. Un an à peine s'était écoulé depuis qu'ils s'étaient séparés de la *Saechsische Volkspartei* bourgeoise-démocratique. Les *Eisenacher* et les Lassalliens se livraient une lutte fractionnelle acharnée. Marx et Engels soutenaient les dirigeants des *Eisenacher*, Bebel et Liebknecht, contre le Dr. Schweitzer.

Le mouvement syndical allemand avait à peine encore dépassé son stade de début. Ce n'est qu'en 1865 que les ouvriers des manufactures de tabacs furent organisés à l'échelle nationale, exemple que suivirent en 1866 les imprimeurs, en 1867 les tailleurs. Toutes les autres unions avaient une activité localement limitée. Cependant le développement du capitalisme en Allemagne et surtout la crise de 1866, mettait de plus en plus impérieusement la lutte économique organisée du prolétariat à l'ordre du jour. Un mouvement syndical sain et à base théorique juste devenait une nécessité vitale.

En 1868 les trois groupements politiques : les *Eisenacher*, les Lassalliens et les progressistes bourgeois, fondèrent des syndicats. Mais non seulement les syndicats progressistes, érigés sur l'idée de l'harmonie des classes, mais aussi ceux de Schweitzer (qui étaient les plus nombreux) prirent dès le début une direction politique et d'organisation fautive. C'est justement la question syndicale qui dévoile ce que le mouvement Lassallien avait de théoriquement faux, et de sectaire quant à l'organisation.

Le principe central de la théorie Lassallienne est la « loi d'airain » selon laquelle les salaires ouvriers « se tiennent toujours à la limite extrême de ce qui, d'après les besoins de l'époque, est absolument nécessaire à l'entretien de la vie, étant tantôt un peu au-delà, tantôt un peu en-deça de ce niveau ».

Partant de cette loi, Lassalle devait aboutir à la négation des luttes économiques, des grèves, et du mouvement syndical. Selon Lassalle le droit de coalition n'est désirable que pour des raisons d'*agitation*.

« Ce droit — dit Lassalle dans le discours de Ronsdorf — ne peut amener un allègement à certaines couches ouvrières que *passagèrement, dans très peu de cas*, mais il ne peut jamais amener une *amélioration véritable de la situation des ouvriers* » (souligné par nous. J. G.).

« Secours d'Etat contre aide mutuel », c'est ainsi que Lassalle

formula les tâches du prolétariat et en tira la conséquence suivante : lutte politique seulement pour la conquête du suffrage universel.

Schweitzer, en héritant de l'Union ouvrière de Lassalle, hérita en même temps de la théorie et des principes d'organisation de Lassalle.

Mais si Lassalle pouvait encore ignorer les luttes économiques du prolétariat, le développement qui se produisit depuis la crise de 1866 rendait une telle ignorance impossible à Schweitzer.

En tant que Lassallien il lui était impossible de saisir les enchaînements véritables ; en tant que politicien réaliste, il lui était impossible de tourner simplement le dos à la vie réelle. La seule chose qui lui restait à faire, c'était de compléter l'idée Lassallienne de l'utilité pour l'agitation du droit de coalition, c'est-à-dire de surestimer encore davantage son importance uniquement politique. Le développement objectif, auquel il ne comprenait rien, le força à l'affirmation incompréhensible suivante :

« Les grèves sont un stade de transition historiquement nécessaire à la réalisation du pouvoir complet du mouvement communiste et socialiste ». (Peut-être nos chevaliers du syndicalisme ont-ils maintenant avec le D^r Schweitzer une parenté d'esprit ?)

Partant de cette conception, Schweitzer se décida à fonder des syndicats. Mais il est caractéristique pour la mentalité des Lassalliens qu'à l'assemblée générale de l'A. D. A. V. à Hambourg (1868) ils se prononçaient *contre* la fondation de syndicats. On adopta une proposition de Fritzsche, selon laquelle

« les grèves n'étaient pas un moyen propre à changer le mode de production capitaliste, mais un moyen de parfaire la conscience de classe des ouvriers, de briser les ordres de la police et d'écarter, à condition qu'on adopte une juste organisation, certains inconvénients pesants de la société actuelle, tel que le temps de travail exagérément long et le travail du dimanche ».

Ce n'est que lorsque Schweitzer menaça de démissionner et de sortir de l'Union, qu'on lui permit, comme député au Reichstag, de convoquer un congrès syndical.

Quelques mois après, Schweitzer et Fritzsche (le même qui fit à l'assemblée générale la proposition ci-dessus) organisèrent les syndicats Lassalliens.

Selon le point de vue et les principes de ses fondateurs, l'union syndicale devint une partie intégrante et mécanique de l'A. D. A. V. ; c'étaient les mêmes statuts, les mêmes principes d'organisation... et le D^r Schweitzer, président de l'A. D. A. V., était en même temps membre de la présidence de l'Union syndicale. Les syndi-

cats prirent naissance, afin de prouver par leur existence qu'ils n'étaient « pas un moyen propre à changer le mode de production capitaliste », pour « parfaire la conscience de classe » dans le sens de Lassalle. Pour faillir ainsi complètement à leur tâche véritable.



Telle était la situation à l'époque de l'entretien de Marx avec Hamann. Ce n'est qu'en considération de cette situation qu'on Schweitzer et de ses syndicats. Depuis son livre contre la *Philosophie de la Misère* de Proudhon, Marx mena une lutte sans merci comprendra le point de vue que Marx pouvait avoir à l'égard de contre l'ignorance économique du socialisme petit-bourgeois et l'ignorance des luttes économiques du prolétariat, qui en est la conséquence. Dans le *Manifeste Communiste* Marx a donné un exposé génial de la genèse de la lutte de classe prolétarienne, dont le point de départ est la « lutte pour l'existence ». En 1865 Marx intervient au Conseil Général de l'Internationale, pour combattre un disciple d'Owen (Weston) et pour réfuter la théorie anti-syndicale de celui-ci. C'est à quoi nous devons son fameux ouvrage: *Salaires, Prix, Profits*.

Dans le premier livre du *Capital*, Marx épiluche avec le manque de ménagement qui lui est propre la *loi d'airain*. Plus tard, dans la *Critique du Programme de Gotha* (1875) Marx fait ironiquement cette réflexion : « On sait que de la loi d'airain il ne revient à Lassalle que le mot « airain », emprunté à la phrase de Goethe sur les « grandes et éternelles lois d'airain ».

Il ressort de tout l'enseignement de Marx que la *loi d'airain* est bonne à jeter à la vieille ferraille. Marx a prouvé que le syndicat, comme organisation de classe du prolétariat, est la conséquence logique du régime du salariat. Marx devait opposer aux erreurs des Proudhoniens, des Lassalliens et des gens de Manchester une théorie syndicale juste d'autant plus que le développement du capitalisme l'exigeait impérieusement.

Mais d'autant plus catégorique devait être la position de Marx envers les Lassalliens. Pour Marx, le Lassallisme n'était pas un mouvement prolétarien, mais un mouvement *de secte*.

Le 13 octobre 1868 Marx écrit à Schweitzer : « Lassalle a donné de prime abord à son agitation un caractère de secte religieuse, comme tous ceux qui prétendent avoir dans leur poche une panacée pour les souffrances des masses... » et parlant ensuite de la fondation des syndicats par Schweitzer, il dit :

« ... Vous avez en effet exigé que le mouvement de classe (syndicats) [G.] se subordonne à un mouvement de secte. Ceux qui ne sont pas vos amis en ont conclu que vous

voulez conserver à tout prix votre « propre mouvement ouvrier... »

Le tableau sera complet, pensons-nous, si nous constatons que trois jours auparavant, le 10 octobre 1868, Marx écrit lui-même à Engels :

« Schweitzer ne peut pas encore se détacher de l'idée fixe d'avoir son « mouvement ouvrier à lui »... ».

A présent, Monatte lui-même comprendra ce que Marx voulait dire à Hamann « *sub rosa* ». « Jamais les syndicats ne doivent être mis en rapport ou être dépendants d'une *union politique* (non d'un véritable parti ouvrier, J. G.) ». Si l'on met de côté l'expression diplomatique on obtient une phrase tout à fait franche : « *Jamais les syndicats ne doivent être sous la dépendance de la secte Lassallienne ; si cela arrive (et cela est arrivé, et Marx avait prévu le danger. J. G.) on leur donnera le coup de grâce.* » Un mouvement de classe ne doit pas être subordonné à un mouvement de secte (1). Nous devons dire ici, il est vrai, que cela ne concerne pas seulement la secte Lassalle-Schweitzer, mais aussi toutes les sectes en général, y compris celle de Monatte qui fait maintenant des efforts désespérés pour détacher les syndicats de l'influence communiste et les placer sous l'influence de son « mouvement ouvrier propre ». Mais, pour employer les paroles de Marx, ces efforts de Monatte signifient : « donner aux syndicats le coup de grâce ».



Dans son entretien avec Hamann, Marx ne se borne pas à des attaques polémiques contre Schweitzer. Dans des phrases courtes et concises il donne son point de vue sur les syndicats. Aux fautes du Lassallisme, du syndicalisme, du Trade-Unionisme, il oppose une esquisse magistrale du problème syndical du point de vue du communisme révolutionnaire. Pas d'improvisation spontanée, mais des pensées ramassées dans des formules algébriques que Marx avait étudiées et aiguisées depuis des dizaines d'années. Mais des formules algébriques ne suffisent évidemment pas aux profanes de la *R. P.* Pour rendre plus compréhensibles les phrases forgées dans l'entretien avec Hamann, nous citerons ici des extraits d'un document de Marx, document qui devrait être connu de tous ceux qui s'occupent des questions syndicales :

(1) Dans son zèle la *R. P.* cite aussi la seconde partie de l'entretien concernant le journal. Elle ne se doute évidemment pas qu'elle contient une attaque directe contre Schweitzer personnellement : l'unique organe, l'organe central de l'A. D. A. V., le *Sozialdemokrat*, était la propriété privée de Schweitzer.

Extrait de la résolution du Congrès de Genève de l'Internationale au sujet des syndicats (1886).

Les syndicats, leur passé, leur présent et leur avenir.

a) Leur passé.

« La seule puissance sociale du côté des ouvriers c'est leur masse. Cependant le pouvoir de la masse est affaibli par les désaccords. La dispersion des ouvriers est créée et entretenue par la concurrence inévitable entre eux...

« Les syndicats sont issus, à l'origine, de tentatives spontanées des ouvriers...

« Le but immédiat des syndicats était donc limité aux revendications quotidiennes, aux moyens de défense contre les... empiètements du capital, bref aux questions de salaires et de temps de travail. Cette activité des syndicats n'est pas seulement justifiée, elle est nécessaire...

« D'autre part, les syndicats, sans en avoir conscience, sont devenus des foyers de l'organisation de la classe ouvrière, comme les municipalités et les communes médiévales l'étaient devenues pour la bourgeoisie. Si les syndicats sont devenus indispensables pour la guerre de guérilla quotidienne entre le capital et le travail, ils sont encore beaucoup plus importants en tant qu'organisation qui favorise la dissolution du régime du salariat lui-même. »

b) Leur présent.

« Jusqu'à présent les syndicats ont eu uniquement devant les yeux les luttes locales et immédiates contre le capital. Ils n'ont pas encore complètement compris leur force dans l'attaque contre le système du salariat esclavagiste et le mode de production actuel. C'est pourquoi ils se tiennent trop à l'écart du mouvement social et politique général. Cependant, ces derniers temps ils semblent prendre conscience de leur grande tâche historique ; c'est ce qu'on peut conclure par exemple de leur participation au récent mouvement politique en Angleterre (le chartisme. J. G.)... et de la décision suivante prise à Sheffield par le dernier grand congrès des délégués Trade-Unionistes :

« La conférence apprécie hautement les aspirations de l'Association Internationale d'unir les travailleurs de tous les pays par un lien fraternel et commun et recommande énergiquement aux différentes associations représentées à cette conférence de devenir des membres de cette corporation (l'Internationale. J. G.), convaincue que cela est nécessaire au progrès et au bien-être de toute la communauté ouvrière. »

c) Leur avenir.

« En plus des buts poursuivis primitivement, les syndicats doivent apprendre à présent à être le centre d'action conscient de la classe ouvrière, pour le plus grand bien de son émancipation complète. Ils doivent soutenir tout mouvement social et politique visant ce but. En se considérant eux-mêmes comme l'avant-garde et les représentants de toute la classe et en agissant comme tels, ils ne peuvent faire autrement que de faire entrer dans leurs rangs ceux qui sont en dehors des syndicats... »

Toute cette résolution qui expose le point de vue de Marx sur l'essence et la fonction des syndicats est une discussion avec les tendances les plus marquantes de l'époque : le trade-unionisme d'une part et le Lassallisme de l'autre. Marx critique aussi bien l'« économisme » pur de la lutte de classes (« guerre de Guerilla ») que les formes purement politiques de la lutte prolétarienne. Pour Marx ces deux sphères de la lutte sont inséparables l'une de l'autre, car, comme il le disait déjà dans le *Manifeste Communiste* « toute lutte de classe est une lutte politique ». C'est pourquoi il est impossible pour Marx de demander qu'un mouvement syndical soit apolitique, soit indépendant du mouvement et partant du parti politique. C'est justement parce que Marx a saisi « la grande tâche historique » des syndicats, qu'il accordait une telle importance à la décision de la conférence des Trade-Unions de donner son adhésion à l'Internationale. (Dans les conditions actuelles cela signifierait donner son adhésion au communisme).

Pour Marx les syndicats sont la forme socialement conditionnée de l'organisation du prolétariat comme classe.

Mais le prolétariat est la seule « classe vraiment révolutionnaire » destinée à amener la reconstruction socialiste de la production. Dans son livre : *Salaires, Prix, Profits* il appelle les syndicats « un levier pour l'émancipation définitive des classes travailleuses ». Le prolétariat en tant que classe, doit lutter objectivement pour le socialisme, c'est pourquoi Marx qualifie les syndicats d'« écoles du socialisme ». Parce que dans leur sein « ... les ouvriers ont quotidiennement la lutte devant les yeux », une lutte menée de telle façon que chaque prolétaire devient un socialiste « sans qu'il s'en doute ». C'est en cela aussi que réside la différence entre le syndicat et le parti prolétarien, car ce dernier est la conscience de classe concentrée du prolétariat, l'avant-garde consciemment révolutionnaire de la classe. Cette essence du parti prolétarien, Marx l'a, elle aussi, formulée dans le *Manifeste Communiste*. Nous y lisons que le rôle des communistes consiste

« ... d'une part à souligner et à faire valoir dans les différentes luttes nationales des prolétaires, les intérêts com-

muns de l'ensemble du prolétariat ; d'autre part, à défendre toujours dans les différents stades de développement que traverse la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, l'intérêt du mouvement pris dans son ensemble... »

« Les communistes sont donc pratiquement la partie essentielle des partis ouvriers de tous les pays (2) celle qui les pousse toujours en avant ; vis-à-vis du reste de la masse prolétarienne ils ont théoriquement le privilège de la connaissance des conditions, de la marche et des résultats généraux du mouvement prolétarien. »

Voilà ce qu'écrivait Marx à la veille de la révolution. Pour lui le problème du communisme, donc le problème du véritable parti ouvrier, est le problème de la *minorité révolutionnaire*. C'est à cette minorité qu'il appartenait *théoriquement avant* la révolution. Il l'approuva *pratiquement pendant* la révolution. Décrivant le processus de maturation et de transformation du prolétariat, Marx dit dans *Les Luttes de classes en France* :

« ... le prolétariat se groupe de plus en plus autour du socialisme révolutionnaire, autour du communisme pour lequel la bourgeoisie elle-même a inventé le nom de Blanqui. Ce socialisme est la déclaration de la permanence de la révolution, la dictature de classe du prolétariat... »

C'est ainsi que Marx fit honneur à Blanqui, malgré les erreurs, les exagérations et l'esprit unilatéral de celui-ci.

Mais ce qui distingue le marxisme du Blanquisme c'est qu'il exige que la *minorité* de la classe soit liée à la majorité de la classe. Ce n'est pas n'importe quelle minorité, mais une minorité qui dirige ou qui peut vraiment diriger une majorité, qui est un véritable parti ouvrier. Ce n'est qu'en considérant cela qu'on comprendra la pensée de Marx lorsqu'il dit à Hamann :

« Tous les partis politiques quels qu'ils soient et sans exception, n'enthousiasment les masses ouvrières que passagèrement, pour un certain temps ; les syndicats, par contre, attachent les masses ouvrières à la longue. Ils sont seuls capables de représenter un véritable parti ouvrier. »

Seul un syndicaliste pourrait interpréter ses paroles de façon à y voir de la part de Marx une identification du syndicat avec le véritable parti ouvrier. (Ce qui d'ailleurs renverserait encore tout l'édifice théorique du syndicalisme... et serait en contradiction avec l'interprétation syndicaliste de la première phrase. Car si, selon Marx, le syndicat était un parti, comment Marx pourrait-il dire : « Jamais les syndicats ne doivent dépendre d'une union politi-

(2). A cette époque (1847), les communistes n'étaient « pas un parti spécial en face des autres partis ouvriers » (voir *Manifeste Communiste*).

que...» ? syndicat ou parti — « union politique » — étant une seule et même chose ?)

En réalité Marx ne voulait dire que ceci : un « véritable parti ouvrier » n'est que celui qui est « représenté » par les syndicats ; c'est-à-dire celui qui est organiquement lié aux syndicats en tant qu'organisation de classe du prolétariat, celui qui, en tant que minorité de la classe, s'appuie sur la majorité et la dirige.

C'est là le sens de l'entretien de Marx avec Hamann.

**

Sous la direction de Lénine, l'Internationale communiste a fait sienne la conception marxiste des rapports réciproques entre le parti, le syndicat et la classe.

Se référant aux « principes d'organisation du Léninisme » construits par eux, les épigones du léninisme ont tenté de remplacer la liaison organique des différents membres de la classe, par une hiérarchie de l'appareil à fonctionnement automatique.

Le syndicalisme veut nier mécaniquement toute liaison.

L'opposition de gauche veille aux principes révolutionnaires de Marx et de Lénine.

J. GRAEF.

Sociologie officielle et sociologie révolutionnaire (II)

Division du travail et Lutte des Classes

L'objet de Durkheim c'est de donner une justification commune aux idées individualistes de la démocratie et à la division du travail social en montrant la connexion des deux phénomènes, en même temps que leur caractère normal au sens défini plus haut, et par suite leur valeur morale et la nécessité de s'y conformer. Il s'agit de donner une théorie générale de l'évolution des sociétés susceptible de justifier la réalité existante aussi bien contre les prétentions des réactionnaires qui mettent la démocratie au défi de se justifier scientifiquement, que contre celle des révolutionnaires qui dénoncent dans la division du travail social telle qu'elle est réalisée en régime capitaliste, une véritable mutilation de la personnalité du travailleur. Aux premiers, Durkheim montrera que l'avènement des idées individualistes est le produit de toute une évolution sociale qui les justifie en dehors du recours à la mystique de l'homme éternel et isolé avant la société; il retournera l'argument des seconds en montrant dans la division du travail social la condition de l'individualité personnelle au sein du groupe, bien loin que ce soit sa déchéance. Par la même occasion en même temps qu'il justifiera les idées démocratiques individualistes, il rendra inopérant leur ancien dard révolutionnaire anti-social en montrant qu'elles ne sont que le produit d'une évolution sociale qui les dépasse. Cette entreprise, on le voit, est celle d'un bon serviteur de l'Etat qui veut justifier son maître et avec lui tout ce qu'il a pour mission de protéger.

On déterminera donc d'abord les problèmes des causes de la division du travail social et ensuite celui de sa fonction. Durkheim ne conçoit le problème des causes que comme une justification après coup de ce qui existe. Il s'agit de savoir comment l'on est passé du moins évolué au plus évolué, c'est-à-dire à ce qui existe en fait. Selon Durkheim les sociétés du type le moins évolué sont caractérisées par la juxtaposition pure et simple des individus comme autant d'unités homogènes entre elles et homogènes au groupe. La solidarité sociale y est donc d'un type purement mécanique, sa base c'est le conformisme absolu de l'individu au groupe, ce qui se traduit dans la sphère juridique par la pré-

dominance des sanctions répressives qui infligent un dommage ou un déshonneur à quiconque s'écarte de la règle commune. Les sociétés du type le plus évolué sont au contraire caractérisées par la différenciation fonctionnelle des individus du groupe, et la solidarité est de type organique par interdépendance des fonctions. Dans ces conditions l'individu prend figure distincte en face du groupe et des autres individus, le conformisme absolu n'est plus de règle, ce qui se traduit par la prédominance de la sanction restitutive, simple remise en place, sans déshonneur pour celui qui perd le procès.

Pour Durkheim, sociologue de la bourgeoisie française, comme pour Herbert Spencer, sociologue de la bourgeoisie anglaise, la marche de l'évolution va de l'homogène à l'hétérogène pour aboutir finalement à la démocratie capitaliste comme à son point culminant. Le grand concept vague de l'Évolution, détourné de sa signification précise dans les sciences naturelles et revêtu des abstractions métaphysiques très décharnées de « l'autre » et du « même », fait les frais de l'idée, comme les exemples hétéroclites de la méthode comparative feraient les frais de la preuve.

On chercherait en effet vainement d'autre signification à la division du travail social chez Durkheim que sa fonction de rendre les hommes différents et solidaires; mais le contenu concret de la notion est soigneusement laissé dans un clair-obscur mystique susceptible de s'appliquer aussi bien à la société athénienne du V^e siècle qu'à la société américaine du XX^e siècle, aux rapports des marchands entr'eux et aux rapports des ouvriers et des entrepreneurs, qu'aux rapports des ouvriers entr'eux dans les usines. S'agit-il de la spécialisation des professions dans le régime artisanal ou dans le régime des castes où l'instrument de travail est au service de l'artisan qui vise avant tout la perfection de la valeur d'usage d'un produit destiné au marché des classes dirigeantes, de ce qui correspond à l'aspect de la division du travail social analysé et loué par Platon dans la République et par Aristote dans la Politique ? S'agit-il au contraire, de la division des opérations dans la manufacture capitaliste où l'ouvrier est soumis au rythme de la machine, loin de la soumettre à son rythme, dont l'objet est, au contraire, avant tout, la perfection de la valeur d'échange du produit sur le marché élargi, de ce qui correspond aux célèbres analyses d'Adam Smith ? S'agit-il de la division du travail telle qu'elle s'établit sur le marché national et international entre les différents capitalistes propriétaires et échangistes de marchandises distinctes sous forme de matière première ou de produits finis, dont toutes les relations sont fondées sur la libre réciprocité des contrats, qui ne reconnaissent d'autre autorité que l'autorité impersonnelle et aveugle de la concurrence qui agit sur eux comme une loi de la nature ? S'agit-il au contraire de la division du travail à l'usine, dans la sphère de la production et non plus dans celle de l'échange, où les ouvriers soumis au despotisme conscient et volontaire du capitaliste ne produisent pas de marchandises mais des fractions de marchandises dont ils ne sont

pas propriétaires; à l'intérieur même de l'usine s'agit-il des ouvriers qualifiés ou des manœuvres interchangeables comme les pièces des machines-outils ? Dans quelle mesure enfin les formules américaines de rationalisation qui consistent à standardiser les producteurs pour standardiser les produits et à standardiser les produits pour standardiser les consommateurs, favorisent-elles l'écllosion des différences individuelles entre les unités du groupe ? La division du travail n'a-t-elle pas dans ce cas un résultat inverse de celui que lui assigne Durkheim : produire l'homogénéité ?

De tous les aspects concrets que recouvre la notion abstraite de division du travail social, Durkheim n'a cure, et c'est sciemment qu'il maintient les équivoques pour attribuer par exemple à la division des opérations les qualités morales de la spécialisation artisanale des professions, à la division manufacturière du travail les avantages du libre jeu de la division sociale du travail sur le marché capitaliste.

D'autre part, quelles sont ces sociétés primitives qui ne consistent que dans une juxtaposition mécanique des individus ? Durkheim reconnaît que la horde primitive absolument indifférenciée n'est qu'un produit de son imagination et que les sociétés les plus grossières que nous connaissons en Amérique et en Australie sont formées par un réseau souvent très compliqué de clans. Or, la division du travail et l'échange existent entre les clans où l'objet sacré du culte totémique qui est le plus souvent un animal ou une plante est susceptible d'être consommé par les membres d'un autre clan, si sa consommation est interdite à l'intérieur d'un clan. Le clan lui-même est autre chose qu'une simple juxtaposition d'individus sans coopération : la coopération y existe sous forme distincte de la division du travail : la réunion du travail. La division du travail à l'intérieur du clan pour être très peu avancée, n'en existe pas moins le plus souvent sur la base physiologique des sexes, les fonctions nomades de la chasse, de la pêche ou de la guerre étant réservées aux hommes tandis que les fonctions sédentaires de l'agriculture et des soins ménagers reviennent aux femmes. La faiblesse de la technique et le rôle compensateur de la superstition font même apparaître les premières corporations de sorciers et de médecins empiriques. La division du travail prise en elle-même n'a pas à être expliquée par une évolution quelconque : la diversité des aptitudes physiologiques et des milieux géographiques suffit à en rendre raison sous sa forme spontanée. Seul le progrès de la division du travail dans ses différentes phases est susceptible d'une explication déduite de l'évolution des sociétés.

Cette insistance particulière de Durkheim à ramener les formes élémentaires de la vie sociale à une juxtaposition pure et simple procède en réalité de son souci de faire apparaître le fait social comme un absolu au delà duquel il est inutile de pousser l'analyse. Les hommes pour lui, sont groupés comme les arbres de la forêt, mais il oublie qu'à la différence des arbres de la forêt, les hommes comme les autres animaux, ont la faculté de se mouvoir et que ce sont leurs besoins mutuels qui les éloignent ou les rapprochent.

Ce pseudo-souci d'objectivité scientifique rejoint en réalité les préoccupations conservatrices des sociologues réactionnaires de l'école de De Bonald et De Maistre, en lutte contre les idéologues de la Révolution française : la société est une réalité naturelle que l'homme n'a pas fait et qui s'impose à lui, il n'a donc aucun droit à la changer.

Dans ces conditions quelles seront les causes du passage de la solidarité mécanique à la solidarité organique : puisque les sociétés primitives ne sont qu'une juxtaposition mécanique d'individus, c'est dans la variation de cette masse mécanique qu'il faudra les chercher, dans les phénomènes de la population. C'est l'augmentation du volume social (chiffre absolu de la croissance de la population), de la densité sociale (chiffre de la population par unité de territoire), et la mobilité sociale (moyens de communication des individus entre eux), qui déterminent le passage de l'homogénéité sociale à la différenciation sociale. La concurrence vitale entre les individus plus nombreux et plus rapprochés les oblige à se différencier pour survivre. La division du travail social est une forme adoucie de la concurrence vitale. L'explication de Durkheim c'est donc l'explication darwinienne transposée du domaine biologique au domaine social : les variations sociales sont expliquées par analogie avec les variations organiques, et le moteur dans un cas comme dans l'autre est la concurrence vitale. Cette transposition est purement métaphorique : elle relève du plus pur esprit scientifique dont une des grandes ressources est de profiter du crédit qui s'attache à une grande doctrine scientifique devenue populaire et de faire ainsi passer des métaphores pour des explications. En se référant à l'explication darwinienne par la concurrence, Durkheim ne semble même pas se douter qu'il rend toute sa construction solidaire d'une doctrine toute spéciale de la population qui comme par hasard se trouve être une idéologie réactionnaire dont la valeur scientifique est aussi nulle que les racines de classe en sont évidentes.

A la fin du 18^e siècle, par suite des guerres et de la fermeture des marchés, l'Angleterre, à l'aurore de la révolution industrielle, souffrait d'une grande crise de chômage : la misère atroce, les disettes ravageaient les classes ouvrières, montrant dans toute leur horreur les effets de l'exploitation capitaliste. L'Évêque anglican Malthus imagina une théorie de la population pour innocenter les classes dirigeantes de cet état de choses : il s'agissait de montrer que la misère est un phénomène naturel et aveugle dans lequel aucune responsabilité sociale n'est engagée. C'est là une loi naturelle, selon Malthus, que tandis que la population croît en progression géométrique, les subsistances ne croissent qu'en progression arithmétique. De là un déséquilibre qui entraîne la misère de toute une partie de la population. Par la voix de l'Évêque Malthus la bourgeoisie capitaliste conseillait aux classes laborieuses de pratiquer la restriction des naissances, comme en d'autres circonstances, lorsque le marché du travail n'est pas assez ample pour ses besoins, elle eut fait proclamer le devoir moral de la reproduction de l'espèce. L'intuition de génie de Darwin avait été

de comprendre que cette explication, qui, dans le domaine social, n'a qu'une valeur de justification idéologique des classes dirigeantes, prend au contraire une valeur scientifique dans le domaine biologique où elle montre la racine de la concurrence vitale et de la survivance des plus aptes. Mais Durkheim, sans même y paraître y songer, fait machine arrière et de Darwin remonte tout bonnement à Malthus avec le Darwinisme sociologique.

La loi qui assigne à la population une croissance géométrique, aux subsistances une croissance arithmétique dans le domaine social aussi bien que dans le domaine biologique, fait en réalité table rase de la différence entre les deux domaines, de la différence entre l'homme et l'animal. L'animal se reproduit lui-même mais ne reproduit pas les subsistances destinées à la conservation biologique de l'espèce. Dans le domaine biologique le déterminisme des subsistances est un déterminisme aveugle, sur lequel l'animal ne peut agir. Dans le domaine social et humain il n'y a pas seulement reproduction mais il y a production. L'homme ne reproduit pas seulement l'homme, mais il produit les subsistances. Par là même que l'homme n'est pas seulement consommateur mais producteur de la richesse matérielle, le déterminisme des subsistances est susceptible d'être orienté et dirigé par lui à divers degrés dont le plus élevé est la direction socialiste de l'économie selon un plan, tandis que l'anarchie de la concurrence, par l'entrecroisement des forces individuelles et conscientes imite le déterminisme aveugle de la nature. Le déterminisme social n'est donc pas le déterminisme aveugle des forces de la nature mais le déterminisme conscient et volontaire de l'homme. A l'échelle de l'Homme, la société, l'économie est l'œuvre de l'Homme. Dans la mesure où elles prennent pour lui une apparence de contrainte extérieure, c'est que les produits de l'activité humaine réagissent sur leur cause et dépassent les volontés et les intentions qui leur ont donné naissance. Toute l'histoire des sociétés humaines est l'histoire de cet effort de l'homme pour maîtriser les résultats de sa propre activité qui lui échappent, et son point culminant est dans le socialisme. C'est d'abord l'histoire de l'apprenti sorcier de Goethe, puis l'histoire du maître sorcier.

De là vient, comme l'écrit Marx « qu'une loi abstraite de la population n'existe que pour les plantes et les animaux et encore en tant qu'ils ne subissent pas l'influence de l'homme » (Ch. XXV du *Capital*, T. I). Chaque période a sa loi spéciale de population déterminée par le mode de production et d'échange de la richesse matérielle et pour une même période il faut encore tenir compte des différentes conditions géographiques. C'est donc sur la technique de l'économie que se règle la population, bien que la technique de l'économie se règle sur la population. Dans les formes très inférieures et très primitives de la vie sociale où la technique existe à peine, ce rapport peut paraître inversé : les grandes invasions sont certainement des phénomènes de population liés au déterminisme mécanique des subsistances, mais pour des formes plus évoluées cette analogie ne vaut plus. Le XIX^e siècle est le siècle qui a vu s'accomplir en Europe des progrès technique

siècle qui a vu s'accomplir en Europe des progrès techniques lation croître de façon jusqu'alors inconnue. Cette croissance ne s'explique pas seulement par l'abondance et le bon marché des subsistances, comme le croient les économistes bourgeois, mais parce que le régime capitaliste pousse à une surpopulation systématique et entretient la dépression des salaires grâce à l'armée de réserve industrielle du chômage. Il est également à peine besoin de montrer que la formation d'une densité sociale comme siège des grandes manufactures est sous la dépendance technique comme la mobilité sociale par le perfectionnement des moyens de transport.

Dans ces conditions comment s'expliquer le progrès de la division du travail dans le sens proprement capitaliste et quel a été le rôle de la concurrence vitale? Durkheim, le bon apôtre, repousse l'explication des économistes par les effets avantageux de la division du travail pour la production, parce qu'il lui trouve un caractère finaliste. Mais faut-il répéter encore que dans le domaine humain, la charge d'anthropomorphisme perd ses droits. L'évolution des formes de la division du travail est liée au déterminisme des milieux de productions qui a son caractère propre. Ce qui donne l'impulsion à ce déterminisme dans la société bourgeoise des propriétaires de marchandises et de moyens de production, c'est la concurrence industrielle. La concurrence à l'intérieur de la société bourgeoise est une des formes, mais non la plus profonde, que prend la concurrence vitale dans le monde social. L'explication de Durkheim se réfère en réalité à un cas très particulier des effets de cette concurrence entre les grandes entreprises de production : se spécialiser pour survivre. Mais cette spécialisation n'est pas une solution, c'est un expédient : restreindre son champ d'action pour un industriel ce n'est pas le signe d'une victoire mais d'une défaite. Ceux qui survivent dans la concurrence industrielle, cette fois comme dans la concurrence vitale (et Durkheim jouant de malheur a voulu faire cette fois un distinguo) ce sont les plus aptes, c'est-à-dire ceux qui ont réussi à assurer à la production une organisation plus rationnelle et plus économique achetée par une exploitation plus intensive du travail ouvrier et dans laquelle la spécialisation des opérations n'est autre chose que l'aspect d'un vaste ensemble.

La forme la plus profonde de la concurrence vitale dans le domaine social, c'est la *lutte des classes*. Mais la lutte des classes n'est pas la lutte pour l'appropriation d'une quantité de richesse donnée comme la concurrence vitale est la lutte pour l'appropriation des subsistances données. L'homme, à la différence de l'animal, produit et produit plus qu'il ne consomme. La lutte des classes c'est la lutte pour l'appropriation de cet excédent de richesse sociale perpétuellement croissant qui n'est pas une quantité, mais un rapport de quantités. Dans le régime capitaliste les producteurs de cet excédent de richesse sociale sont au plus bas degré de l'échelle sociale et tout leur lot est la moindre part de cette richesse qu'ils ont produite. La division de la société en classes se produit sous la forme paradoxale non pas d'une division du travail mais

d'une division des fonctions de production et de l'appropriation. L'objet du socialisme c'est de résoudre cette contradiction entre appropriation et production. Mais dans la lutte des classes comme dans la concurrence industrielle la victoire est aux plus aptes, c'est-à-dire à ceux qui triompheront dans cet effort pour la maîtrise et l'organisation des forces productives qui est l'essence de l'histoire humaine. La certitude de la victoire du socialisme, c'est la supériorité de l'économie de plan, de l'économie dirigée, sur l'anarchie aveugle de la concurrence que les grands trusts et les grands impérialismes n'arrivent qu'à exagérer, loin de la supprimer. Le prolétariat n'est pas la classe vaincue dans la lutte, mais la nouvelle classe surgie des conditions nouvelles de la production qui demain sera victorieuse. Le triomphe de la bourgeoisie n'a pas été son triomphe sur le prolétariat qui existait à peine et qu'elle a contribué à produire, mais son triomphe sur les entraves de toutes sortes apportées à un régime supérieur de production par la féodalité. La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie n'est donc pas la lutte des plus aptes contre les moins aptes, ce qui a été la lutte de la bourgeoisie contre le féodalisme.

Les sociétés modernes comportent donc deux zones de lutte : lutte à l'intérieur de la société bourgeoise par la concurrence industrielle et pour le partage de la plus-value produite par les classes laborieuses ; lutte entre les classes ouvrières et les classes capitalistes, celles-ci incarnant l'organisation sociale actuelle, celles-là l'organisation sociale de demain. Dans ces conditions quelle sera la fonction de la division du travail social qui caractérise au plus haut point, selon Durkheim, les sociétés modernes ? Produire la solidarité, telle sera la réponse de notre grand sociologue. La société ne vit que de solidarité mécanique ou organique. Et si vous lui objectez qu'on ne voit pas très bien où est la solidarité à travers ces deux formes de lutte, sinon cette solidarité dans la discorde dont parle le vieil Héraclite, cette solidarité des combattants qui croisent leur épées ou des lutteurs qui s'étreignent, il vous répondra que c'est sans doute bien ennuyeux mais que ce sont précisément là deux formes pathologiques de division du travail qui manquent à leur fonction : la division du travail « anémique » (la concurrence) et la division du travail contrainte (la lutte des classes), mais qu'en définitive ce ne sont que les ombres d'un beau tableau.

Les chapitres sur ces deux formes pathologiques de la division du travail sont parmi ce qu'il y a de plus obscur et d'embarrassé dans l'ouvrage de Durkheim. Voici par exemple pour l'état d'« anémie » c'est-à-dire de concurrence anarchique : « Mais comme ces transformations se sont accomplies avec une extrême rapidité, les intérêts en conflit n'ont pas encore eu le temps de s'équilibrer... la division du travail ne produit pas ces conséquences en vertu d'une nécessité interne mais seulement dans des circonstances exceptionnelles et anormales ». Voici le remède proposé par Durkheim : « normalement le jeu de chaque fonction spéciale exige que l'individu ne s'y renferme pas étroitement mais se lie en rapport constant avec les fonctions voisines ». Ainsi l'anarchie de la concu-

rence serait produite par l'ignorance réciproque où les capitalistes se trouvent de leurs besoins mutuels. Qu'ils se rencontrent et s'entendent et tout irait pour le mieux. Une telle explication vaut à peine qu'on s'y arrête : elle suppose que l'état du marché est en dehors de la zone d'observation du capitaliste, que la concurrence industrielle est analogue à une rixe entre individus étrangers l'un à l'autre lorsqu'au contraire elle est analogue à une guerre où chacun cherche à déjouer les plans de l'adversaire; elle suppose que les ententes entre capitalistes supprimeraient cet état de guerre lorsqu'en réalité elles le suppriment tout juste autant que les alliances militaires.

Quelle sera maintenant pour Durkheim l'explication de la division du travail-contrainte, c'est-à-dire de la lutte des classes? Ce n'est pas non plus selon lui, une conséquence nécessaire de la division du travail, elle ne se produit que dans des circonstances toutes particulières, lorsque l'accord est rompu entre les aptitudes des individus et le genre d'activité qui leur est assigné. Ainsi pour Durkheim la lutte entre capitalistes et ouvriers n'a d'autre signification que le désir des ouvriers de devenir des capitalistes et il pousse la sollicitude jusqu'à reconnaître dans certains cas le bien-fondé de cette prétention. Le désir de parvenir, voilà la clef de la lutte des classes. Et notre sociologue de préconiser, en bon apôtre, l'égalité dans les circonstances extérieures de la lutte, c'est-à-dire le régime démocratique et, peut-être, qui sait, l'école unique! La pitié odieuse de telles conceptions n'a d'égale que le désir de parvenir du petit bourgeois qui veut s'élever socialement et imagine l'univers social à son image. C'est d'ailleurs tout ce qu'elles expriment et c'est tout un système social prôné depuis longtemps : embourgeoisement de quelques individualités de la classe ouvrière, formation d'aristocraties ouvrières, pour que le talon de fer s'appesantisse mieux sur la masse abusée. C'est ce système que Durkheim érige à la hauteur d'une théorie. Mais la classe ouvrière révolutionnaire ne réclame pas pour elle le genre de vie et les privilèges des bourgeois pour lesquels elle n'a que mépris, car elle représente un monde différent. Elle ne lutte pas pour que toute licence d'embourgeoisement lui soit donnée, mais pour la destruction de la civilisation bourgeoise et la substitution de la sienne propre. La mobilité sociale dans la démocratie bourgeoise ne fait pas cesser l'exploitation du travail qui demeure constante, quels que soient les échanges entre les classes.

C'est la parole profonde de Saint-Just, à mi-chemin entre l'intuition de Rousseau et la démonstration de Marx et d'Engels, qui reste vraie : « La Société n'est pas l'état de paix, mais l'état de guerre ». Mais tandis que le propre d'un esprit libre est son courage devant la réalité qu'il reconnaît telle qu'elle est, le propre d'un esprit serf est cet effort pour la déguiser et l'embellir de couleurs morales. La préoccupation profonde de Durkheim n'est pas, quoi qu'il en ait, de faire une science de la morale, mais de moraliser les données de la science. C'est ainsi que loin de reconnaître cet état de guerre il en voudra faire un état de paix, que loin de reconnaître ces antagonismes, il en voudra faire une solidarité.

Des sociétés capitalistes du monde moderne, pacifiées en surface par l'appareil de force de l'état, il voudra faire des sociétés réellement pacifiques et unies. Pour mieux jeter aux yeux la poudre moralisatrice, il voudra même renoncer au vilain mot d'intérêt, employé par les économistes libéraux pour ce qu'il y a de plus rigide dans droits et dans devoirs. La solidarité des sociétés modernes n'est pas une solidarité d'intérêts, mais une solidarité de droits et de devoirs. L'Impératif moral des sociétés modernes, c'est de se conformer à la division du travail telle qu'elle règne actuellement, parce qu'elle produit la solidarité par interdépendance des fonctions hétérogènes. Les multiples aspects que nous analysons plus haut sont effacés : c'est un hymne à la foi à l'ordre social régnant tout entier, tous aspects particuliers confondus. Ainsi le régime capitaliste, selon Durkheim, ne connaît plus les intérêts, il ne connaît même plus cette solidarité par concorde des intérêts hétérogènes, la prospérité de chacun étant la condition de la prospérité de tous, les harmonies économiques chères à Bastiat et à J. B. Say. Il ne connaît plus les intérêts mais les droits et les devoirs : le capitaliste individuel, en cherchant son intérêt propre ne concourt plus indirectement au bien de l'ensemble mais il ne doit chercher son intérêt que par devoir moral pour concourir à la prospérité de l'ensemble. L'utilitarisme ne suffit pas à la justification du capitalisme, il faut montrer qu'au fond il est altruiste. Déjà Bastiat faisait résider l'essence de la valeur marchande dans le service rendu et le capitalisme américain a de nos jours retrouvé spontanément cette idée de service rendu à la collectivité.

Mais Durkheim remonte plus haut : il ne veut plus des analyses franches et honnêtes des grands économistes de l'école classique de l'aurore du capitalisme qui assignaient tout simplement comme fin à la division du travail la perfection de la valeur marchande du produit, quand bien même la personnalité du producteur en devait être lésée. Il s'agit de ramener un voile pudique sur cet aspect de la division du travail. Chacun rivé à sa fonction, la société est pacifiée. Derrière l'appareil pédantesque de son gros livre il y a en réalité le sonnet idyllique de Sully Prudhomme et la vieille fable réactionnaire de Ménénus Agrippa contant la dispute des membres et de l'estomac aux plébéiens en révolte de Rome. Par là même la valeur pédagogique d'un tel enseignement pour l'école de classe de la bourgeoisie est assurée.

(A suivre.)

A. ARIAT.

La Vie de la Revue

Nos deux premiers numéros de l'année ont été très bien accueillis. Le nombre des abonnés, et la vente au numéro se sont sensiblement relevés. La gauche communiste a prouvé qu'elle était capable de publier une revue vraiment marxiste, et de caractère international. Ce qu'il faut aujourd'hui, c'est aider activement à sa diffusion, et à son soutien. *Il faut multiplier les abonnements.* Les mois de Janvier et Février nous ont apporté une cinquantaine d'abonnements nouveaux : il faut continuer à ce rythme.

Une remarque générale est à faire sur la composition des numéros. La proportion d'articles concernant le mouvement français est insuffisante, de même que la proportion de chroniques, de notes et de compte-rendus de presse. En ce qui concerne le premier point nous avons voulu que les communistes français aient une vue sérieuse sur l'état actuel du mouvement international, d'autant plus qu'à l'heure actuelle les événements ont hors de France un rythme plus accéléré qu'ici : Russie, Allemagne, Espagne, Etats-Unis, Inde, etc., etc. Cela a entraîné un certain déséquilibre dans la matière des numéros. Nous allons faire maintenant le nécessaire pour aborder à fond les problèmes soulevés par le mouvement français. Nous espérons même pouvoir publier, vers le mois de Juin-Juillet, un numéro spécial, entièrement consacré aux problèmes de la révolution prolétarienne en France.

D'autre part, il faut nourrir nos chroniques. Sur ce point nous prions les rédacteurs de *La Lutte de Classes* de se montrer plus actifs. Le mouvement réclame beaucoup de nous, il faut donner son effort sans relâche. Nos amis de province ne doivent pas oublier non plus que nous avons besoin de leur soutien et de leurs suggestions, critiques et renseignements.

Il est clair aujourd'hui que *La Lutte de Classes* est la seule revue théorique sérieuse que le mouvement communiste fasse aujourd'hui paraître. C'est la raison pour laquelle on fait le moins de bruit possible autour d'elle. De la part de ses ennemis — qui sont d'ailleurs ses lecteurs assidus — rien d'étonnant. Mais nos amis ne doivent rien négliger pour la diffuser et la soutenir activement. Quoiqu'elle existe depuis trois ans *La Lutte de Classes* est une revue jeune. Elle ne compte pas sur les fatigués ou les aigris. Elle a le soutien des jeunes, c'est tout ce qu'il lui faut.

Le Gérant : P. NAVILLE.



Imp. de la Société Nouvelle d'Éditions Franco-Slaves
32, rue de Ménilmontant, 32. — Paris (20^e).



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 17, R. DE SAMBRE-ET-MEUSE PARIS (10^e)

Téléphone : Combat 08-02. R. C. 235.494 L. Paris N° 43.08 Chèque Postal

UN LIVRE

que chaque militant
doit lire

*Histoire
de la Commune
de 1871*

par LISSAGARAY

Nouvelle édition, revue et
préfacée par
Amédée DUNOIS

Un volume in-16 jésus
de 612 pages.

Prix : 25 francs

Librairie du Travail,
17, r. de Sambre-et-Meuse,
PARIS (10^e)

EN SOUSCRIPTION

Pour paraître
prochainement

*L'an I^e
de la
Révolution
Russe*

par Victor SERGE

Librairie du Travail,
17, r. de Sambre-et-Meuse,
PARIS (10^e)

Un volume de 500 pages
Prix actuel : 15 fr. franco

*Après publication, le prix
sera porté à 20 frs.*

*Bibliothèque
de l'Opposition Communiste*

**La "Troisième Période"
d'Erreurs de l'Internationale Communiste**

par L. TROTSKY

64 pages ... Prix : 3 frs.
10 exemplaires : 20 frs.
25 exemplaires : 45 frs.

En vente à la
Librairie du Travail,
17, r. de Sambre-et-Meuse,
PARIS (10^e)

*Lisez tous les **Vendredis***

la Vérité

ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

c'est le journal hebdomadaire des Communistes

45, Boulevard de la Villette
Paris X^e.

Le numéro : 0 fr. 50.

Abonnements : 6 mois 13 fr.

: 1^{er} an 25 fr.

Chèque postal :

P. Franck 136.855 - Paris.

En vente dans tous les kiosques

Бюллетень Оппозиции

(БОЛЬШЕВИКОВ-ЛЕНИНЦЕВ)

Bulletin de l'Opposition (bolchéviks-léninistes)

(entièrement en langue russe.)

VIENT DE PARAITRE. N° 9.

Pour les abonnements et la vente, adresser la correspondance à Meichler, 6, rue de Milan. Paris.